



PLAN LOCAL D'URBANISME

DIAGNOSTIC AGRICOLE

9 décembre 2015

RÉVISION DU P.L.U.

prescrite le :

arrêtée le :

Approbation de la révision par D.C.M. du:

signature du Maire :

cachet de la mairie :



Urbanisme Paysage Environnement
5 rue de la Dîme
67 610 LA WANTZENAU

Emetteur

UPE 2.0
Urbanisme Paysage Environnement
5 rue de la Dîme 67 610 LA WANTZENAU

Réf affaire Emetteur
Auteurs principaux

TRN1-DIAG_AGRI
J. ESPARGILIERE
S. VETTER
Z. SIMON
E. DELMARRE

Contrôle juridique

M&R Avocats:
fait le :
par:

Indice	Date	Objet de l'édition/révision	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par
A	17/6/15	Première diffusion trame rédactionnelle	JE		
B	9/12/15	Version amendée suite à réception derniers questionnaires	JE		
C	10/2/16	Version corrigée	JE		

SOMMAIRE

1	PREAMBULE.....	3
1.1	Situation géographique de la commune.....	5
1.2	Situation administrative.....	6
2	Partie 1 : Etat des lieux de l'agriculture COMMUNALE.....	7
2.1	L'agriculture à Tournon.....	9
2.2	Surface agricole utile.....	9
2.3	Les exploitations agricoles de la commune.....	11
2.4	Les formes sociétaires des exploitations.....	13
2.5	Distribution des produits et commercialisation.....	15
2.6	Les aspects réglementaires des exploitations agricoles.....	15
2.7	Etendue des SAU des exploitations communales.....	15
2.8	La qualité des terres.....	17
2.9	Les parcelles de proximité des bâtiments agricoles.....	19
2.10	Distances réglementaires et le principe de réciprocité.....	21
2.11	Angles d'ouvertures et circulations (engins et troupeaux).....	23
2.12	Taille des tènements agricoles.....	23
2.13	Importance des ensembles agricoles.....	25
2.14	Analyse du PLU en vigueur.....	27
2.15	Synthèse des principales caractéristiques agricoles communales :	27
3	Les enjeux agricoles.....	29
3.1	L'importance des terres de labours.....	30
3.2	L'importance des terres de fauche.....	30
3.3	Les prescriptions des documents d'urbanisme à échelle supérieure.....	30
4	Les orientations en matière d'aménagement.....	31
4.1	L'espace agricole, une ressource non renouvelable.....	32
4.2	Les moyens à mettre en œuvre dans le PLU permettant de préserver l'activité agricole.....	33
4.3	La protection des bâtiments d'exploitation.....	33
4.4	Le maintien des circulations agricoles (engins/troupeaux) et des accès agricoles.....	36
4.5	Les modes d'urbanisation qui économisent les espaces agricoles.....	36
5	Annexes.....	37
5.1	Annexes cartographiques.....	39
5.2	Annexe réglementaire.....	43
5.3	Lexique: tableau des sigles.....	45

1 PREAMBULE

Dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme, la réalisation d'un diagnostic agricole est un élément d'expertise important.

Il garantira une meilleure prise en compte de l'agriculture par le biais :

- d'un état des lieux des exploitations agricoles et de leur devenir,
- d'une réflexion globale sur les enjeux agricoles à l'échelle de la commune, voire intercommunale.

Les analyses prospectives de l'activité agricole, prenant en compte le poids de ce secteur d'activité dans l'économie du territoire, ont pour but d'alimenter les réflexions des élus, leur projet de territoire, leurs options d'aménagement et de développement exprimées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU en cours de révision.

La réalisation de ce diagnostic agricole :

- met en lumière l'importance stratégique du foncier pour la pérennité et l'évolution des exploitations et de l'activité agricole.
- permet de penser le projet de développement du territoire communal en évitant la consommation d'espaces agricoles nécessaires à cette activité, les enclavements préjudiciables au bon fonctionnement des exploitations et le morcellement du parcellaire.
- identifie les zones de moindre impact pour l'activité agricole (connaissance des espaces et des pratiques, contraintes des exploitants, morcellement parcellaire, éléments clés à prendre en compte si la collectivité décide d'aménager).

La dimension prospective de cette approche identifiera les parties du territoire communal à enjeu agricole. Les thèmes suivants sont traités :

- Modèles économiques agricoles : nature des exploitations, projets des exploitants, utilisation du sol.
- Prospective économique par filière et projets des exploitants.
- Usages et concurrences : bâti agricole, habitat des exploitants, habitat de tiers, chemins, circulation et déplacements agricoles, déprise, milieux spécifiques, relations entre la profession agricole, les résidents et les nouveaux arrivants.
- Repérage des éléments de paysage et des zones humides.
- Repérage du bâti agricole désaffecté éventuel.

Le présent rapport s'articule en trois parties : dans une première partie, nous présentons un état des lieux socio-économique de l'agriculture de Tournon. Dans une seconde partie, nous détaillons les enjeux agricoles puis, dans une dernière partie, les préconisations en termes d'aménagement et de prise en compte de l'activité agricole dans la procédure de PLU.

1.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE DE LA COMMUNE

Elle est située dans :

- la région Rhône-Alpes,
- le département de la Savoie,
- le canton d'Albertville II.

La commune de Tournon est limitrophe des communes de Frontenex, de Verrens-Arvey, de Gilly-sur-Isère, de Notre-Dame-des-Millières.

Elle compte une **population totale de 563 habitants** (données INSEE de 2011) et **601 habitants en 2015** (données commune).

Elle est située sur le flanc du massif montagneux des Bauges marqué en amont de Tournon par les pics suivants: **le mont d'Armenaz, la Pointe de Chamosseran, le Mont d'Orisan et le parc du Mouton**, qui culminent respectivement à 2 158m, 1 935m, 1 762m et 750 m, au-dessus de la vallée de l'Isère.

La commune dispose de **dessertes intéressantes** :

- La RD 1090 qui relie Albertville à Chambéry qui sont les deux bassins d'emplois proches de la commune,
- l'autoroute A 430 qui relie Albertville à Chambéry puis Grenoble, Aix-les-Bains ou Annecy du centre d'Albertville.

La superficie du territoire : **482,24 ha.**

La commune se situe en aval d'Albertville, le long de l'Isère et sur les reliefs au dessus, en continuité de son agglomération, dans un contexte périurbain.

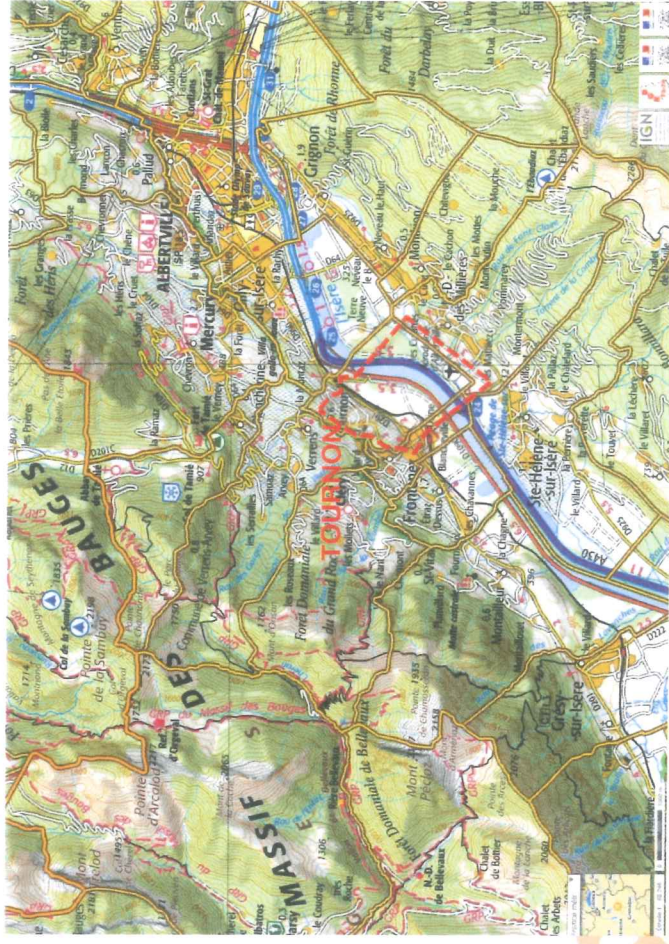
1.2 SITUATION ADMINISTRATIVE

La commune de Tournon est située dans l'arrondissement d'Albertville, ainsi que dans le canton d'Albertville. Elle fait partie de la **Communauté de Communes de la Haute Combe de Savoie (CCHCS)**, qui elle-même s'intègre dans le territoire du **SCOT Arlysère composé de plusieurs communautés de communes**.

Communauté de communes de la Haute Combe de Savoie:

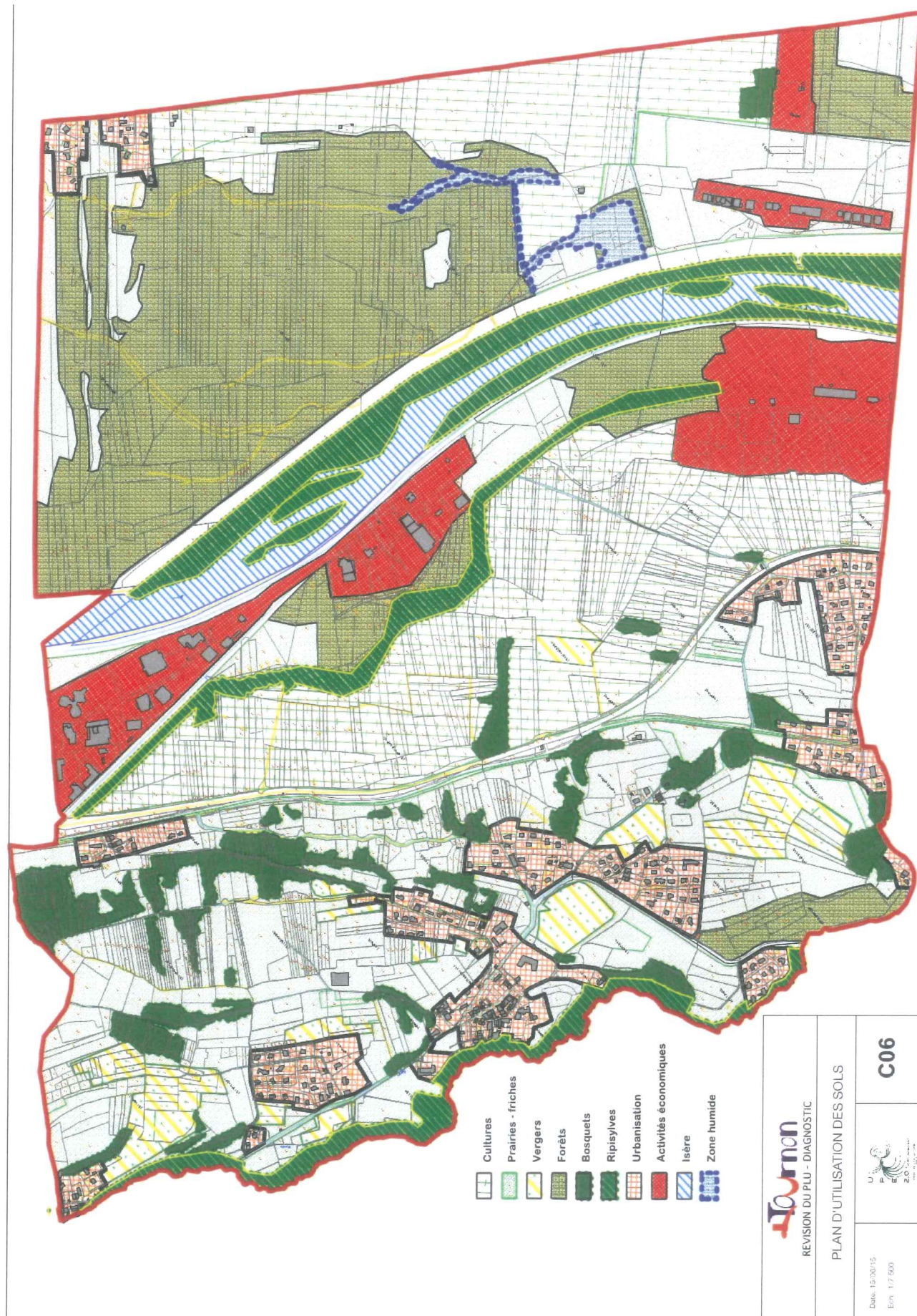
La Communauté de communes de la Haute Combe de Savoie a été créée par arrêté préfectoral du 23 décembre 2003. Les communes de Bonvillard et de Sainte-Hélène-sur-Isère ont intégré la communauté de communes le 1er janvier 2013. Elle regroupe depuis l'ensemble des communes du Canton de Grésy-sur-Isère soit 11 communes:

- Grésy sur Isère
- Bonvillard
- Cléry
- Frontenex
- Montailleux
- Notre Dame des Millières
- Plancherine
- Sainte-Hélène-sur-Isère
- Saint-Vital
- Tournon
- Verrens-Arvey



DOCUMENT DE TRAVAIL

2 PARTIE 1: ETAT DES LIEUX DE L'AGRICULTURE COMMUNALE



2.1 L'AGRICULTURE A TOURNON

Le territoire de Tournon se situe de part et d'autre de l'Isère et remonte sur le flanc Sud du massif des Bauges. La commune s'inscrit dans la vallée de l'Isère, avec des surfaces de plaine très productives et d'autres, en coteaux, autour du chef-lieu notamment qui présentent une bonne accessibilité et une bonne exploitabilité.

L'activité agricole est composée essentiellement d'exploitations d'élevage et de production fruitière dont les sièges sont situés sur les coteaux notamment dans le chef-lieu. L'activité agricole est dynamique. La production céréalière et fourragère est en partie liée à une activité d'élevage.

2.2 SURFACE AGRICOLE UTILE

Tournon compte un territoire de 482,24 ha décomposé comme suit:

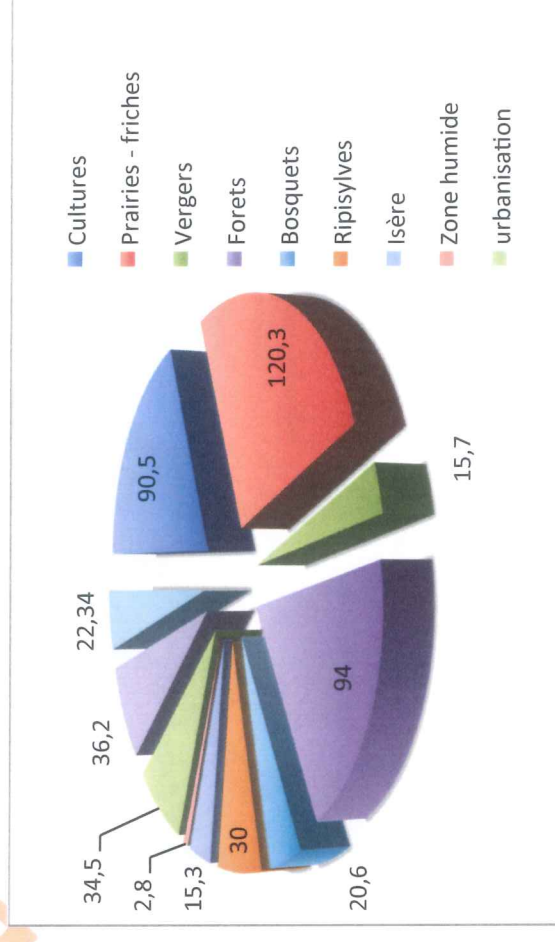
- 90,5 ha de cultures céréalières et oléagineux (exclusivement dans la plaine de l'Isère),
- 120,3 ha de prairies fourragères, de pâtures et de friches ou jachères
- 15,7 ha de vergers
- 94 ha de forêts privées
- 20,6 ha de bosquets et friches arborées
- 30 ha de ripisylves
- 15,3 ha de cours d'eau
- 2,8 ha de zone humide
- 34,5 ha de zones urbanisées
- 36,2 ha de territoire affecté aux activités économiques commerciales, artisanales ou industrielles
- 22,34 ha de voiries et espaces interstitiels

La commune compte donc 226,5 ha de SAU pour 482,24 ha de surface communale soit 47% du territoire. La surface agricole utile est très variable d'une exploitation à l'autre.

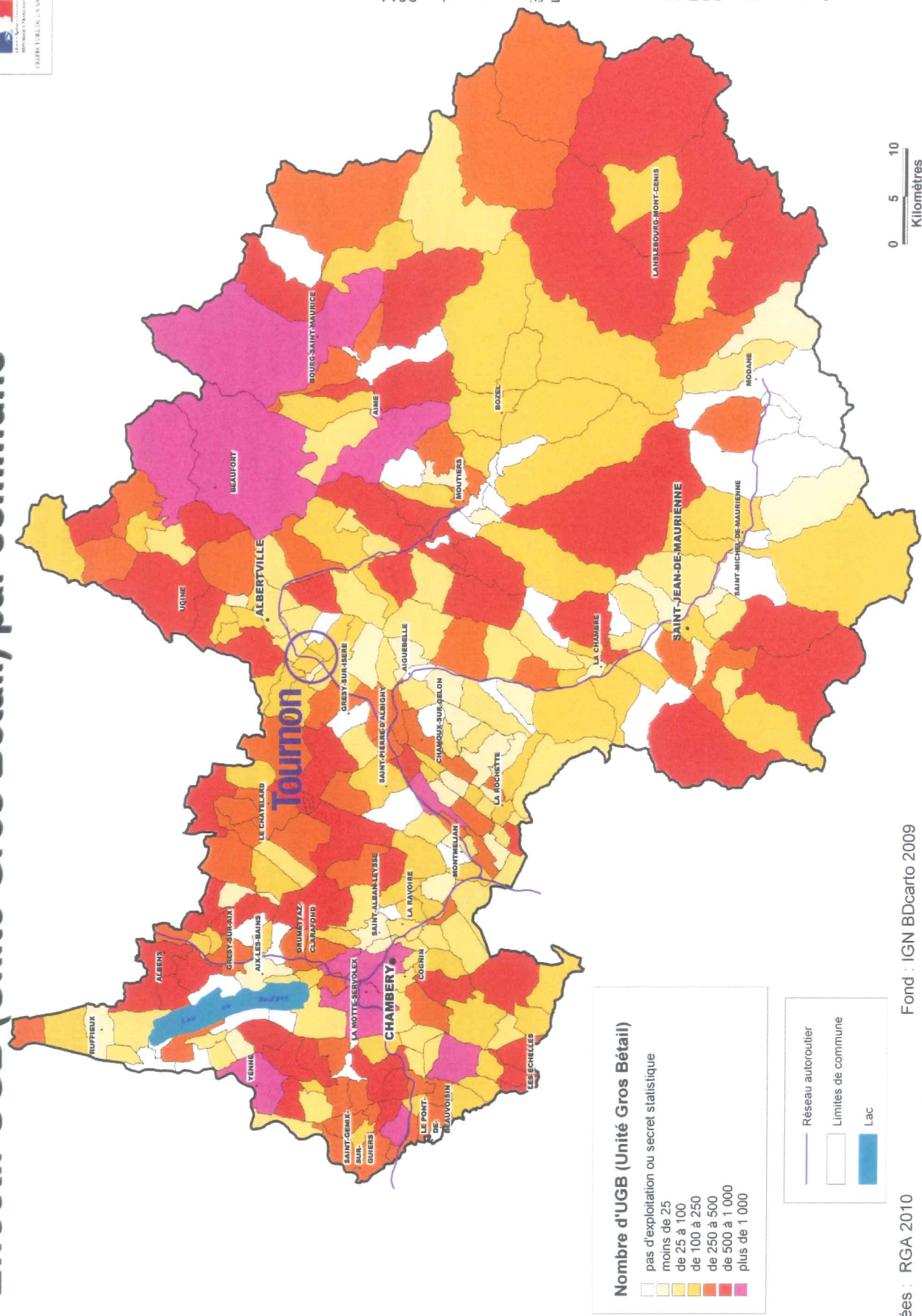
Les exploitations d'arboriculture fruitière basées sur la commune (au nombre de quatre) représentent 16 ha au total avec une exploitation professionnelle totalisant près de 12 ha et trois exploitations pluriactives entre 0,3ha et 3ha.

Les exploitations d'élevage (au nombre de deux) représentent une SAU de 25,5 ha, respectivement de 66 ha.

Les autres exploitations produisent des céréales, des oléagineux. Leur SAU est très variable (entre 0,6ha et 10 ha). La commune de Tournon présente globalement une SAU moyenne par exploitation de près de 20 ha ce qui est assez faible par rapport aux autres communes de Savoie. Cette moyenne est significative de la structure agricole communale (peu de structures professionnelles, exploitation de culture fruitière nécessitant des surfaces limitées).



Effectif UGB (Unité Gros Bétail) par commune



2.3 LES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE LA COMMUNE

La commune accueille encore le siège de 10 exploitations agricoles (dont des pluriactifs et des exploitations sylvicoles). Elles se répartissent entre élevage de bovins pour le lait et le fromage, pour la viande, arboriculture fruitière et culture céréalière et d'oléagineux.

Les exploitations de Tournon (ayant répondu à l'enquête agricole) travaillent **114 ha de SAU dont 86 ha** sur le territoire communal.

Ces exploitations agricoles de la commune exploitent donc 38% de la surface agricole de Tournon (sur 226,5 ha). Le reste est exploité/utilisé :

- Par d'autres agriculteurs de communes extérieures,
- Par les agriculteurs de la commune mais il s'agit de surfaces éventuellement non déclarées à la PAC,
- Par des tiers pour leur propre usage,

ou en voie d'enfrichement.

2.3.1 L'évolution des exploitations communales.

La commune présente, au recensement de 2012, 10 exploitants agricoles dont 3 installés de façon professionnelle, représentant 9,6% des entreprises installées sur la commune.

2.3.2 L'arboriculture fruitière (de plein vent)

15,9 ha de vergers sont recensés sur la commune. Une exploitation labellisée "bio" en exploite 74%, plaçant la commune dans les territoires les plus actifs sur ce point en Savoie avec 15 à 30% de la SAU en bio (voir carte en annexe).

Le reste semble exploité par des pluriactifs dont la surface d'exploitation est bien inférieure à la SMI (qui est de 4,5 ha) pour l'arboriculture de "plein vent".

2.3.3 L'élevage

La commune de Tournon se place dans la catégorie de 100 à 250 UGB (unité gros bétail) ce qui est assez important eu égard à la petite taille de son territoire et au fait que la commune ne bénéficie pas d'alpages sur son territoire (voir carte en annexe).

Deux exploitations d'élevage sont recensées sur la commune. L'une est en installation classée et se situe au dessus du chef-lieu.

Elle envisage, en groupement la construction d'une unité de méthanisation des rejets de l'élevage.

Production	Nombre de bêtes	Nombre d'exploitations
Vaches laitières	53	2
Génisses	66	2

2.3.4 La culture céréalière et oléagineuse

Cette culture représente 36% des surfaces agricoles de la commune. Cette surface varie selon les années. Certaines surfaces en jachère sont converties en prairie à fourrage certaines années.



Production en 2007 sur Tournon

D'autres ne sont plus recensées selon les années.



Production en 2012 sur Tournon

2.3.5 Des exploitations pérennes

La pérennité des exploitations agricoles a été estimée pour les dix années à venir, c'est-à-dire correspondant à une durée estimée du futur PLU (temps d'élaboration inclus). Il va de soi que ces données s'inscrivent à l'instant "t" et que des évolutions sont toujours possibles (cessation rapide, accidents, reprise inattendue, ...). Ainsi, quelque soit leur pérennité, les exploitations recensées sont bien présentes et continuent leur activité tant que le(s) agriculteur(s) en place ne l'on pas cessée.

La pérennité a été analysée en fonction de l'enquête agricole menée depuis Janvier 2015.

Deux exploitations envisagent une retraite dans les 5 prochaines années. La plus importante prépare sa reprise par un autre exploitant. L'autre hésite entre cessation avec revente des terres ou reprise complète. Les autres exploitations recensées et ayant répondu à l'enquête prévoient leur transmission à un terme de plus de 10 ans.

La pérennité des exploitations agricoles

Estimée dans la durée du PLU à venir		2015	
		Prof	Pluri
Exploitations pérennes		3	4
Exploitations à l'avenir incertain			1
Exploitation sans avenir à moyen terme			2

Les exploitations agricoles, à Tournon, sont estimées pérennes sauf deux exploitations pluriactives qui connaissent des incertitudes quant à leur avenir.

2.4 LES FORMES SOCIÉTAIRES DES EXPLOITATIONS

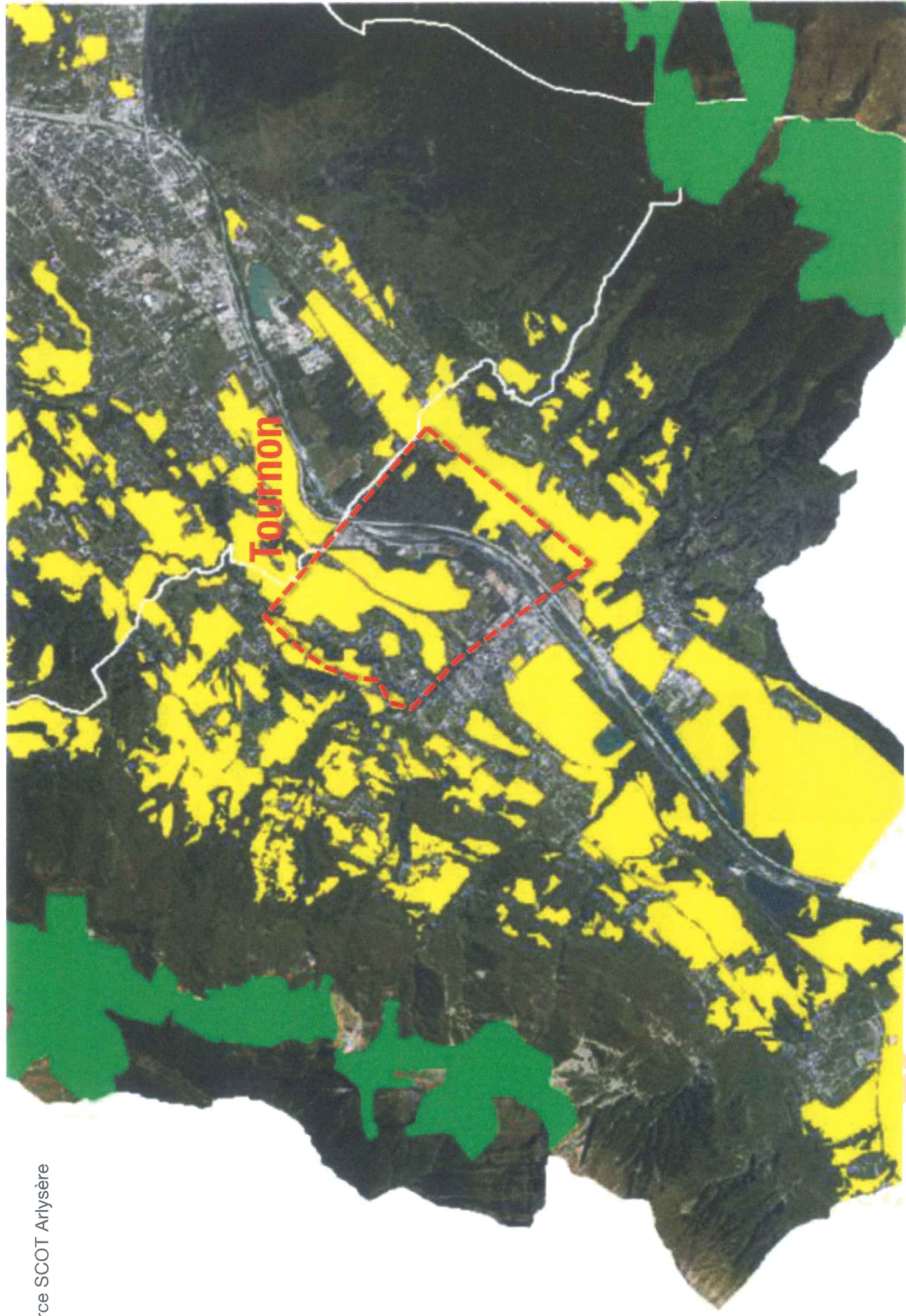
Les différentes exploitations agricoles communales, au nombre de 10 sont essentiellement des structures familiales ou unipersonnelles. Seules 3 exploitations (30%) emploient des salariés, soit 8 personnes en tout au recensement de 2012.

Ces personnes ne se retrouvent pas dans l'enquête agricole lancée sur la commune.

Nombre d'exploitations agricoles au regard de leurs formes sociétaires

Forme	Nombre d'exploitations par type de production			
	Vaches laitières	Génisses	Arboriculture fruitière	Autres cultures
Individuelle	1	1	3	1
GAEC				
EARL				
Coopérative				
Total				

Aucune d'entre elles n'envisage de changement dans leur forme d'exploitation.



2.5 DISTRIBUTION DES PRODUITS ET COMMERCIALISATION

Les exploitations agricoles ont des débouchés diversifiés. Les modes de commercialisation recensés sont :

- La vente à la ferme,
- Une commercialisation sous formes de paniers,
- La vente en marchés.

Pour le reste, les débouchés sont plus traditionnels, notamment vers des coopératives (pour le lait ou les négociants pour la viande). Cependant, une exploitation dispose de son propre atelier de transformation pour la production de jus de fruit et de sa propre station d'embouteillage.

2.6 LES ASPECTS REGLEMENTAIRES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

L'aspect réglementaire des exploitations ne concerne que les élevages. Il réglemente notamment, pour l'urbanisme, les limites par rapports aux habitations habituellement occupées par des tiers

Situation réglementaire	Nombre
ICPE soumise à autorisation	
ICPE soumise à déclaration	1
Installation soumise au seul Règlement Sanitaire Départemental	

Parmi les 2 exploitations d'élevage de la commune, une est enregistrée comme Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à déclaration du fait du nombre d'UGB (entre 50 et 100) en présence (à noter que seules les exploitations en bovins sont concernées par les ICPE).

2.7 ETENDUE DES SAU DES EXPLOITATIONS COMMUNALES

L'agriculture a une dimension intercommunale qui apparaît bien marquée à travers les premiers résultats de l'enquête. Les exploitants professionnels exploitent environ 25% de leur Surface Agricole Utile (SAU) hors du territoire communal.

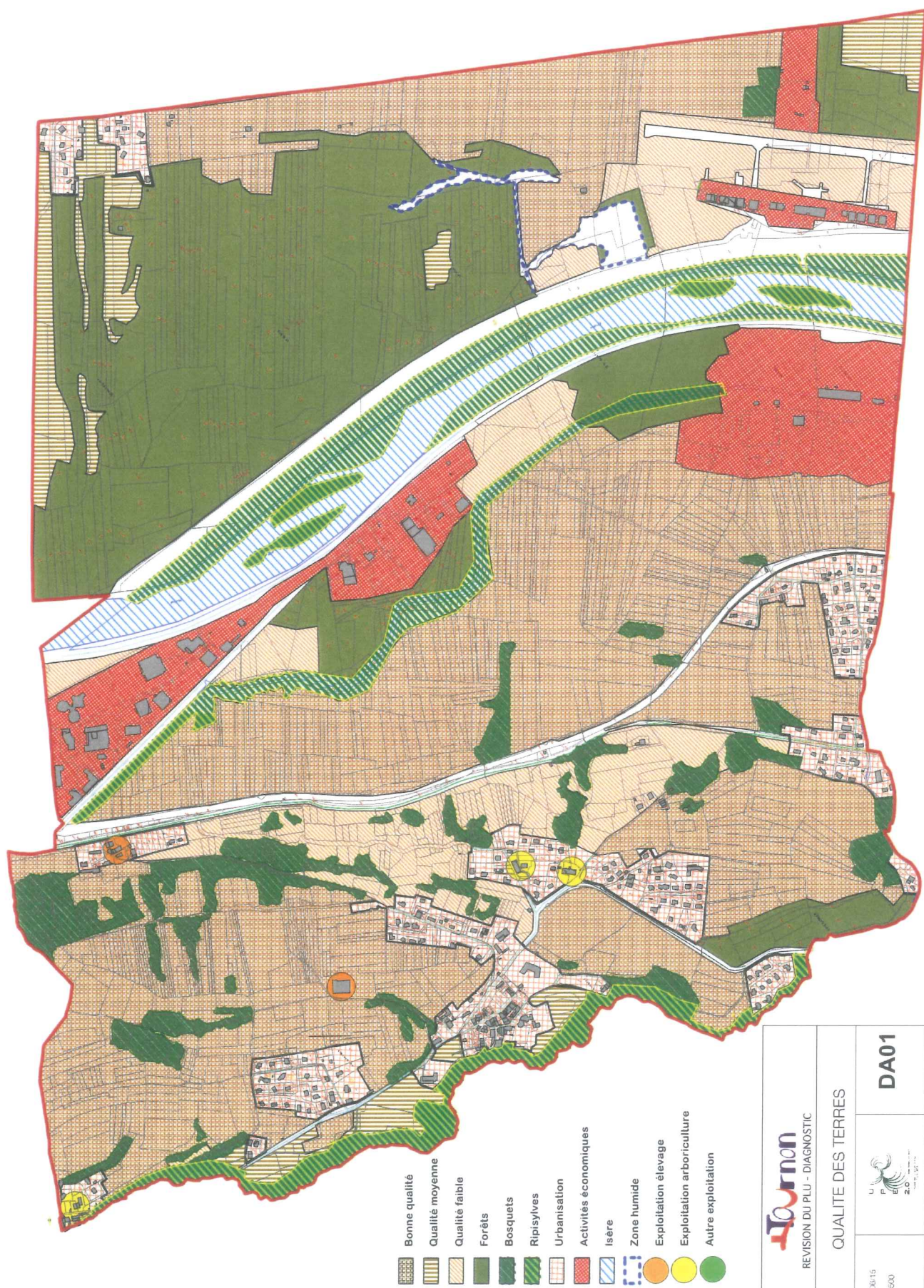
Les enjeux agricoles sont identifiables au niveau intercommunal voire à celui de la vallée. Aussi, le SCoT identifie nettement des grands espaces agricoles, indépendamment des limites communales. La préservation de ces continuités est primordiale:

- pour la cohérence des tènements en exploitation
- pour soutenir la continuité des corridors écologiques identifiés d'une part le long de l'Isère mais également transversalement entre les reliefs encadrant la vallée.

Aussi, il convient de prendre en compte l'utilisation des parcelles agricoles à une échelle intercommunale. Le SCoT constitue, en ce sens, un outil adapté.

En plaine, les exploitations agricoles travaillent des terres sur plusieurs communes. Leurs rayons d'activités ne sont plus strictement communaux comme cela pouvait être d'avantage le cas par le passé. Aujourd'hui, les exploitations agricoles font parfois 5 à 10 kilomètres pour exploiter des champs ou des terres de labour.

Forme	SAU des exploitations par type de production principale			
	Vaches laitières	Génisses	Arboriculture fruitière	Autres cultures
Nb d'exploitants	1	2	4	1
Plus petite		25,5 ha	0,3 ha	
Plus grande		66 ha	11,65 ha	
Moyenne	66 ha	45,75 ha	4 ha	
Total	66 ha	91,5 ha	15,94 ha	
SMI			4,50 ha	



 REVISION DU PLU - DIAGNOSTIC		
QUALITE DES TERRES		
Date: 12/08/15 Ech. 1/7 500	 U P A	DA01

2.8 LA QUALITE DES TERRES

Toute exploitation agricole doit pouvoir disposer de suffisamment de surfaces d'une certaine qualité pour assurer la récolte du foin qui sera consommé par le troupeau en période hivernale et pour assurer l'alimentation des vaches laitières dont les besoins nutritifs sont importants et qui ne peuvent être satisfaits que par des fourrages riches.

Des terres de bonne qualité sont également primordiales pour les productions végétales telles le maraîchage, l'arboriculture fruitière ou la culture céréalière. La pente sera un facteur limitant pour ces productions.

Au-delà de ces aspects techniques, la qualité des terres est également un facteur déterminant de la rentabilité de l'exploitation en associant productivité des surfaces (quantité produite de céréales, foin ou herbe) et coût de production limité (temps passé, sollicitation du matériel...). La qualité des terres s'apprécie donc en termes de potentiel de production. Elle est de ce fait la conséquence des différents facteurs que sont:

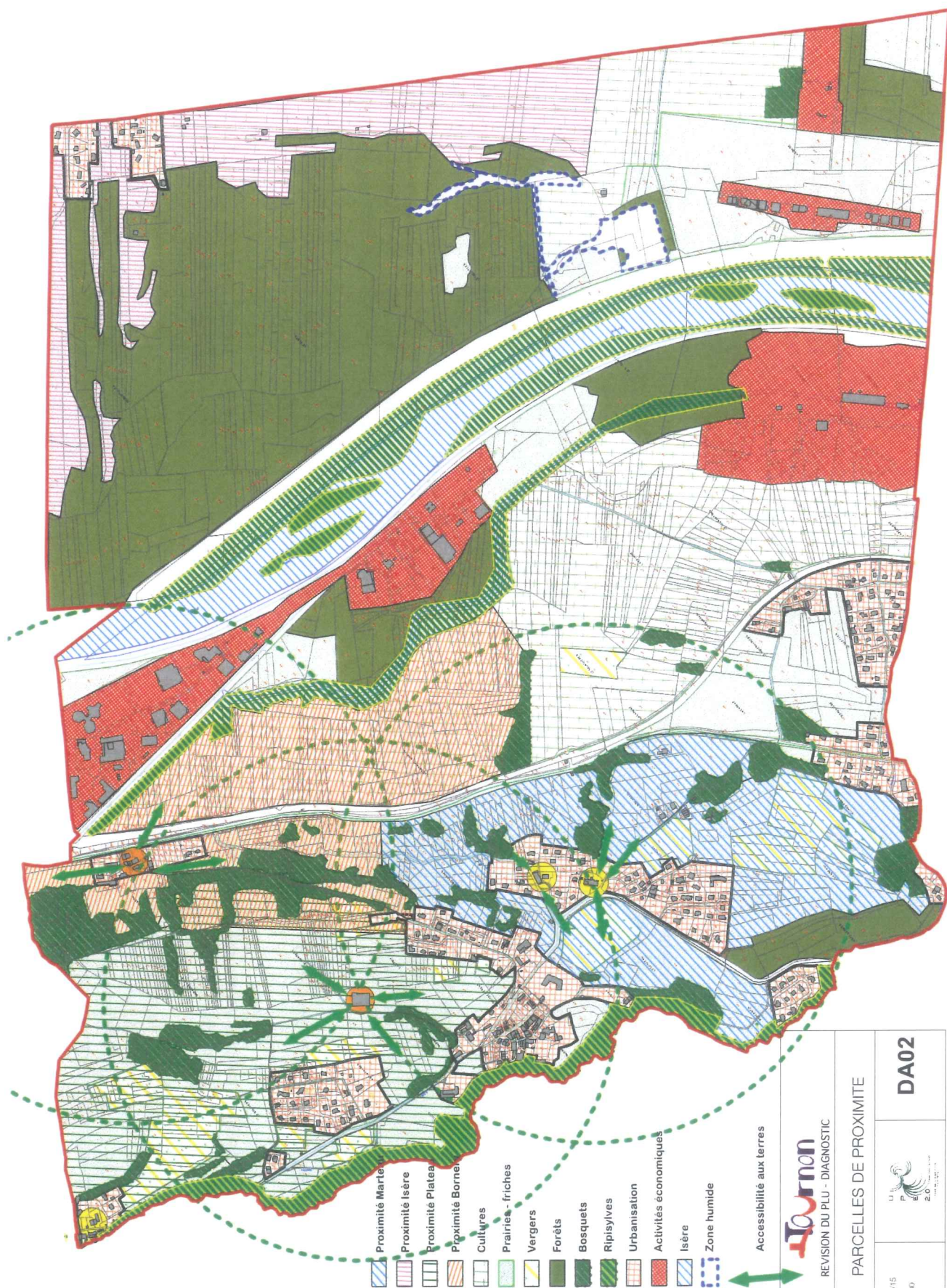
- la profondeur du sol
- la possibilité de mécanisation des cultures mises en place,
- l'accessibilité
- la topographie du tènement considéré

Cette définition permet de distinguer les terres labourables et les prairies facilement mécanisables et productives, les pâturages de qualité moyenne et les terres de faible valeur.

Les espaces agricoles, représentés sur la carte ci-contre « carte de qualité des terres », sont ainsi identifiés selon trois catégories : bonne qualité, qualité moyenne, faible qualité.

Qualité des terres	Surface	% /SAU (226,5 ha)
Bonne qualité	167 ha	74%
Qualité moyenne	16 ha	7%
Faible qualité	40 ha	18%
TOTAL	223 ha	99%

A Tournon, les surfaces présentant de bonnes qualités d'exploitations sont celles de plaine et des plateaux, fauchables ou labourables, mécaniquement et aisément. Certaines parcelles des plateaux ou de la plaine sont considérées comme présentant une qualité moyenne car exploitables mais sans pour autant avoir les mêmes rendements du fait de leur configuration de leur localisation ou de leur taille.



 <p>REVISION DU PLU - DIAGNOSTIC</p>		PARCELLES DE PROXIMITE		DA02
<p>Date: 12/06/15 Ech.: 1/7 500</p>		 <p>ULP P E 2.0</p> <p>2015-2020 N° 15-001-000</p>		

2.9 LES PARCELLES DE PROXIMITE DES BATIMENTS AGRICOLES

Il s'agit des espaces dans l'environnement immédiat des bâtiments agricoles. Ils ont une fonction essentielle notamment pour les élevages laitiers dans la mesure où le pâturage des vaches ainsi que leurs trajets biquotidiens pour la traite sont favorisés.

Ils sont également importants pour le fonctionnement de toutes les structures, y compris en production végétale. Leur exploitation est en effet moins coûteuse du fait des distances par rapport aux bâtiments agricoles et la circulation du matériel est facilitée... Enfin, ces espaces assurent souvent l'accès à d'autres tenements agricoles plus éloignés.

De plus, assurer le maintien des parcelles de proximité en zone agricole limite l'exposition des tiers (habitants non exploitants agricoles) aux nuisances inhérentes au fonctionnement des exploitations (bruits, odeurs...).

A noter que préserver les parcelles de proximité de la présence des tiers permet également de protéger les sites d'exploitation. Ces derniers sont en effet soumis à des réglementations sanitaires contraignantes, notamment en termes de distance d'éloignement vis-à-vis des tiers. De nouvelles urbanisations se rapprochant de bâtiments d'exploitation agricole peuvent alors compromettre son évolution future.

Les parcelles de proximité ont ainsi été définies comme étant les espaces agricoles situés dans un rayon de 600 mètres autour des bâtiments agricoles. Cette distance correspond, selon la Chambre d'Agriculture, au parcours maximum de pâturage pour les vaches laitières sans qu'il y ait perte d'énergie donc de production laitière.

Ce rayon de 600 mètres autour des bâtiments agricoles a cependant été adapté dans certains secteurs afin de prendre en compte les limites naturelles (cours d'eau, forêts, rupture de pente...) ou artificielles (urbanisation, axes routiers principaux...). Dans le cas d'espaces homogènes, la distance peut être supérieure à 600 mètres sans dépasser toutefois 1 000 mètres.

Les parcelles répertoriées comme de proximité le sont quel que soit l'exploitant qui les travaille. En effet, elles sont stratégiques pour les exploitations qu'elles entourent. Par le biais de l'évolution du parcellaire – échanges fonciers, mutations, ... – l'agriculteur concerné peut avoir l'opportunité de les exploiter.

La carte ci-contre « parcelles de proximité » identifie seulement les espaces répondant à la définition du critère « proximité » du bâtiment agricole. Les espaces non colorés ne sont pas considérés comme des surfaces de moindre importance en termes de valeur agraire. Cela ne signifie donc pas que ces espaces ne soient pas exploités ou qu'ils ne revêtent pas d'importance agricole au regard des autres critères que sont la qualité des terres et la taille des tenements.

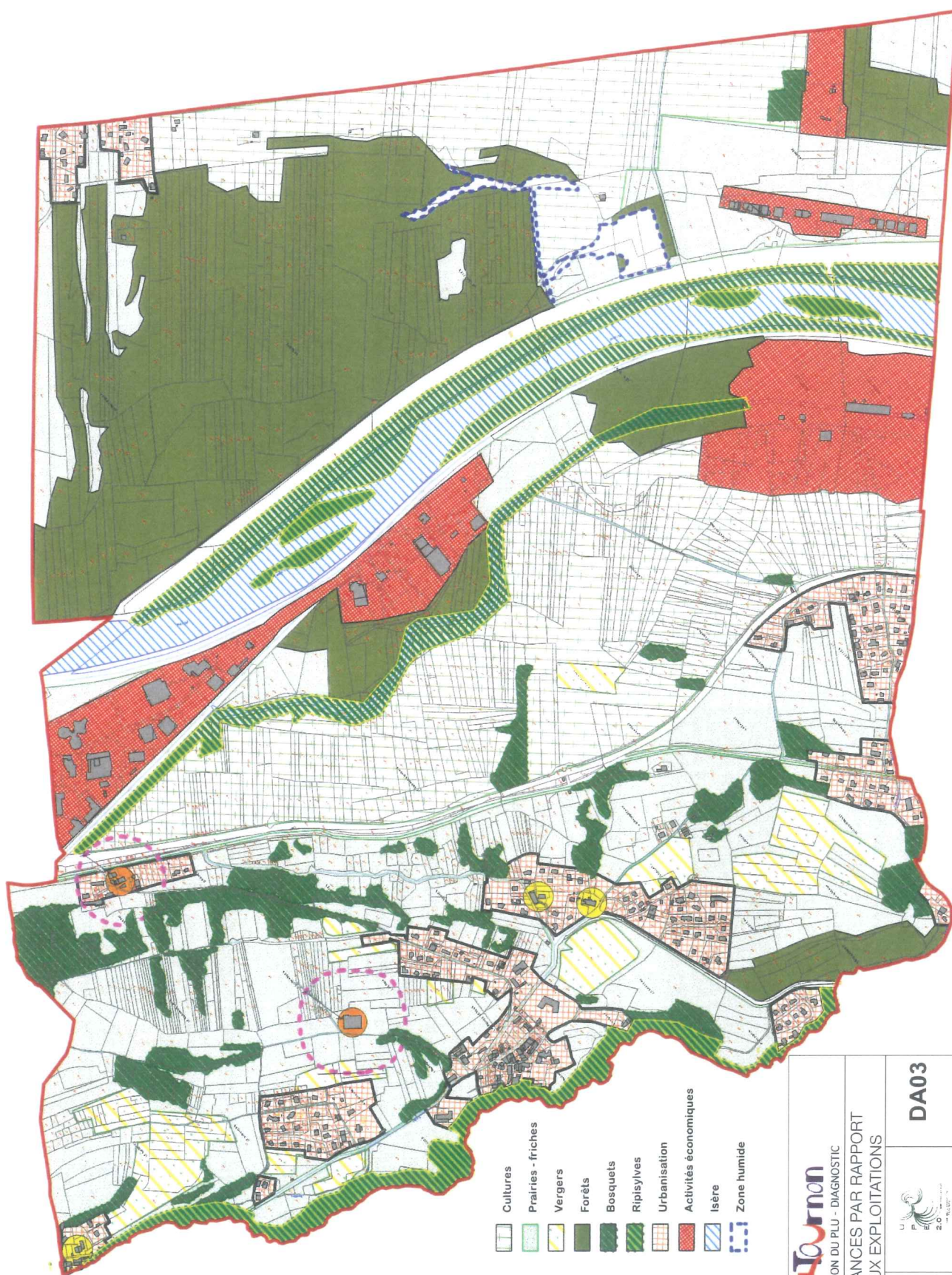
A Tournon, les parcelles de proximité des bâtiments représentent des enjeux forts, particulièrement pour les exploitations d'élevage.

Tableau 8 : les parcelles de proximité à Tournon en fonction des surfaces agricoles totales

Surfaces agricoles	Surface	% /SAU (226,5 ha)
Bonne qualité	146 ha	64%
TOTAL	226,5 ha	100%

Cette approche pour être complète doit être soutenue par le repérage et la préservation de l'accessibilité aux tenements exploitables. En effet, il faut éviter tout aménagement ou tout développement qui viendrait compliquer ou rallonger l'accessibilité mécanisée vers les parcelles agricoles (urbanisation, aménagements publics, ...).

Les flèches vertes, sur la carte ci-contre, marquent les axes préférentiels à préserver de tout aménagement.



 REVISION DU PLU - DIAGNOSTIC		DA03
DISTANCES PAR RAPPORT AUX EXPLOITATIONS		
Date: 15/09/15 Edt.: 1/7 500	 Commune de Tournon Rue de l'Église - 07120 Tournon Tél. 03 44 73 27 77	

2.10 DISTANCES REGLEMENTAIRES ET LE PRINCIPE DE RECIPROCITE

Toute exploitation d'élevage doit respecter des distances réglementaires d'éloignement par rapport aux immeubles habituellement occupés par des tiers lors des installations ou agrandissements de bâtiments. De la même façon, les constructions de tiers doivent respecter ces distances lors de leurs implantations, extensions ou changements de destination. Le RSD réglemente ces distances (voir annexe).

En outre, l'article L111-3 du Code rural instaure un principe dit « de réciprocité ». Toute distance de d'éloignement pour les exploitations agricoles s'applique également immeubles habituellement occupés par des tiers. Néanmoins, le code rural donne la possibilité de déroger à ces distances, en fonction de l'implantation future des projets et à condition qu'il n'y ait pas de gênes dans leurs développements. Ces interrogations sont données suites à des avis motivés :

- De la Chambre d'Agriculture pour des immeubles habituellement occupés par des tiers vers un site d'exploitation,
- Des services sanitaires pour les sites agricoles près des immeubles habituellement occupés par des tiers.

Afin de respecter les prescriptions réglementaires et limiter les inconvénients vis-à-vis de l'environnement et du voisinage, les exploitations agricoles ont besoin de surface pour épandre leurs effluents d'élevage. Les éleveurs de Tournon se disent satisfaits de la surface disponible pour l'épandage. Il conviendra de préserver ce potentiel pour le bon fonctionnement futur des élevages.

Pour exemple, nous avons simulé l'impact de l'urbanisation sur la zone potentiellement épandable. Un cercle rouge de 100 m (distance réglementaire) de rayon a été fait autour de tous les bâtiments cadastrés de la commune. Cette carte a une valeur pédagogique, elle ne représente en aucun cas un périmètre exact.

Les obligations liées aux surfaces

Les surfaces agricoles sont les supports de calculs des soutiens financiers ou des contrats agri environnementaux. Celles-ci sont issues des Droits à Paiement Unique (DPU), de l'Indemnité de Compensation des Handicaps Naturels (ICHN), calculée en zone de montagne, pour compenser des handicaps de baisse de prix.

Les pertes de surfaces peuvent également remettre en cause la Prime Herbagère Agro-Environnementale (PHAE). Il s'agit d'un contrat que l'agriculteur doit respecter, d'une durée de cinq années, avec l'appui d'un cahier des charges. Toute perte de surface qui s'inscrit dans une PHAE peut remettre en cause le contrat et donc faire perdre à l'exploitant le bénéfice de ces aides.

Ces soutiens financiers sont liés à la Politique Agricole Commune (PAC). Ils sont conditionnés par son évolution. Sa révision prendra effet en 2014.

2.10.1 Une activité agricole qui nécessite des sites adaptés et fonctionnels

Les 7 exploitations agricoles de Tournon comptent 10 sites d'exploitation. Ce sont ces 10 sites qui sont analysés ci-dessous.

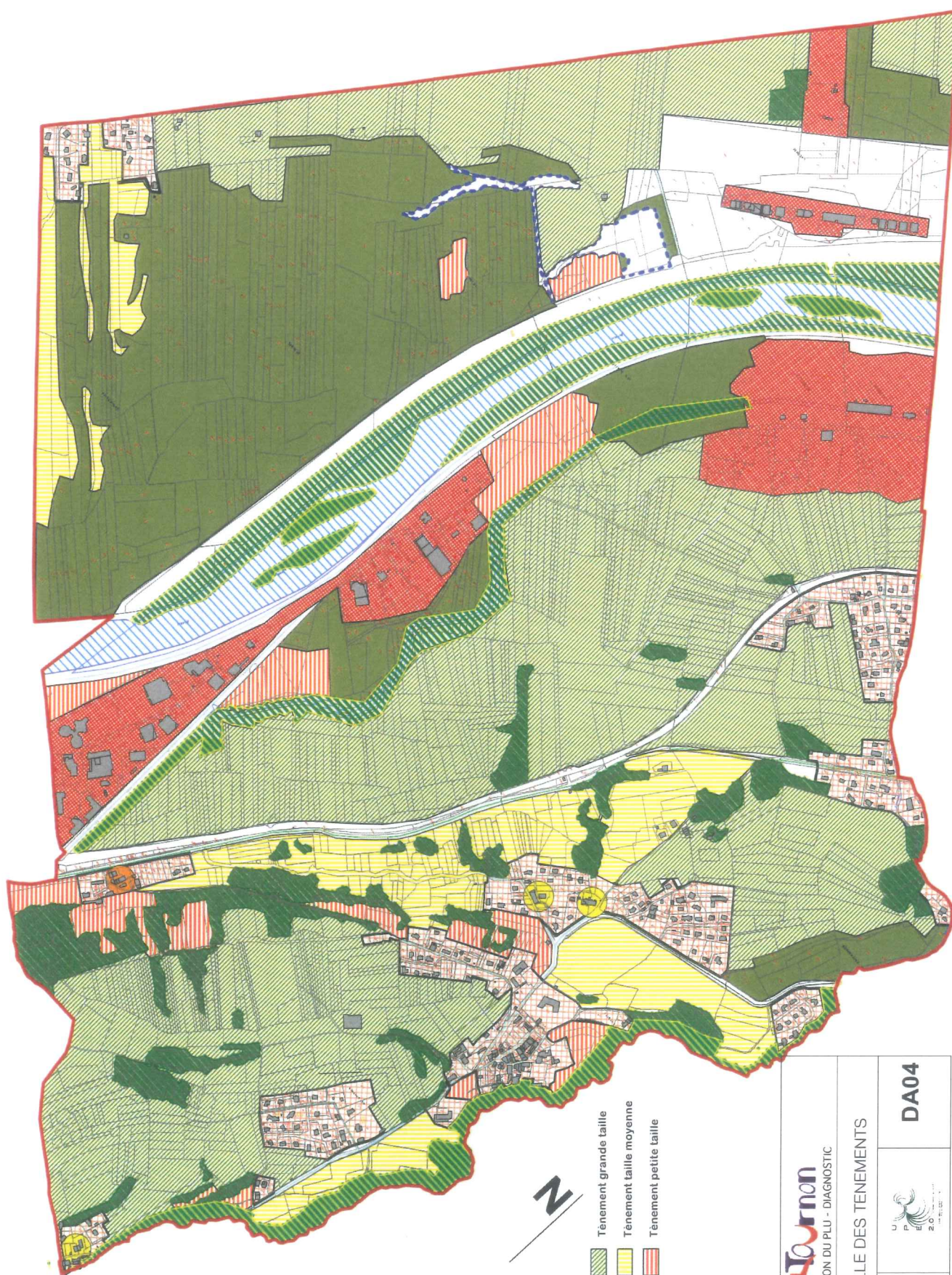
2.10.2 Distances au tiers le plus proche et conditions d'exploitation

La distance la plus proche d'exploitation par rapport aux tiers est importante à prendre en compte car elle conditionne le développement possible des bâtiments (extension de bâtiments d'élevage, unité de méthanisation, ...). Cela peut également compromettre l'avenir des structures.

Les bâtiments sont tous localisés sur les cartes et sont mentionnés en fonction de leur typologie (stabulation, stockage...). A noter que l'habitation de(s) l'exploitant(s) n'est pas considérée comme tiers à l'exploitation agricole et que, par conséquent, elle n'est pas intégrée dans les statistiques du tableau qui suit.

Proximité des bâtiments d'élevage	Nombre de tiers
Moins de 50 m	5
Entre 50 et 100m	1
TOTAL	6

Le nombre de tiers à moins de 50 mètres ou entre 50 et 100m correspond à l'histoire du développement des hameaux antérieure à la prescription de ces reculs. De plus, il arrive fréquemment qu'un retraité de l'agriculture habite encore à côté de son exploitation. Il est donc juridiquement considéré comme un tiers.



- Tènement grande taille
- Tènement taille moyenne
- Tènement petite taille

Tournon REVISION DU PLU - DIAGNOSTIC		DA04	
TAILLE DES TENEMENTS		U P E 2.0 PLU 2015	
Date: 12/06/15 Ech: 1/7 500			

2.11 ANGLES D'OUVERTURES ET CIRCULATIONS (ENGINS ET TROUPEAUX)

L'angle d'ouverture minimum, considéré comme indispensable et minimal pour l'activité (sortie d'engins, des animaux, accès direct aux parcelles...), est estimé à 120°. Il s'agit bien d'une valeur minimale.

A Tournon, un site d'exploitation ne bénéficie pas de cette ouverture (à Bornery).

Les autres exploitations - culture et arboriculture - ne nécessitent pas de tels angles d'ouverture mais des raccordements directs et courts avec les terres agricoles exploitées pour optimiser leur fonctionnement.

Il conviendra donc de ne pas accroître la longueur de ces parcours lors de l'aménagement ou du développement urbain de la collectivité.

2.12 TAILLE DES TENEMENTS AGRICOLES

L'intérêt pour l'activité agricole que d'exploiter des tenements de grande surface réside dans le fait qu'ils sont moins difficiles à travailler et économiquement plus rentables à exploiter.

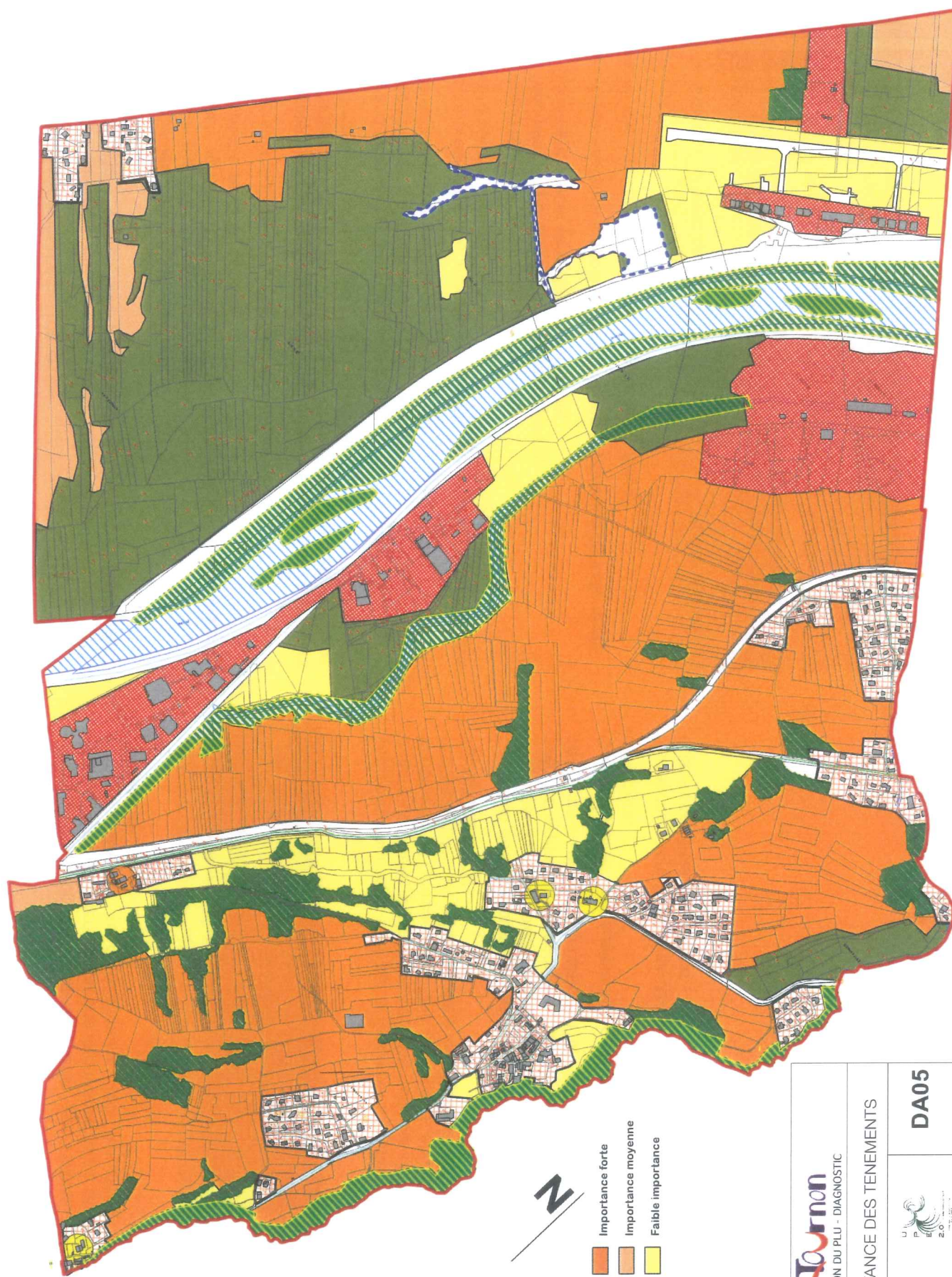
Les espaces agricoles ont été classés en trois catégories selon la surface agricole concernée : grands tenements, tenements moyens, petits tenements. Ils peuvent parfois comprendre des boisements ou des chemins lorsque ceux-ci ne constituent pas de limite fonctionnelle à l'usage agricole (pâturage, accès en tracteur par exemple...).

La carte DA04 ci-contre « taille des tenements » identifie ces surfaces.

Taille des tenements agricoles à Tournon en fonction des surfaces totales

Types tenements	Surface	%
Tènement de grande taille (S> 10 ha)	175 ha	77 %
Tènement de taille moyenne (5ha≤S≤10 ha)	35,5 ha	16 %
Tènement de petite taille (S<5 ha)	16 ha	7 %
TOTAL	226,5 ha	100%

Malgré le morcellement des parcelles et le mitage relatif de l'urbanisation passée, le territoire agricole présente des ensembles exploitables de grande taille qui représentent plus de 75% de la surface agricole utile communale, ce qui est exceptionnel.



2.13 IMPORTANCE DES ENSEMBLES AGRICOLES

La synthèse des différents critères a été établie, selon la méthodologie de la chambre d'agriculture, pour donner à chaque zone une valeur d'importance pour l'agriculture :

- Espace agricole d'importance forte,
- Espace agricole d'importance moyenne,
- Espace agricole d'importance faible, correspondant à des espaces marginaux, peu intéressants.

Ces espaces sont représentés sur la carte DA05 ci-contre.

Ainsi, un secteur de proximité est systématiquement considéré comme ayant une importance agricole forte. Sont également qualifiés d'importance forte, les espaces agricoles cumulant les critères suivants :

- Grand tènement et terre de bonne qualité,
- Grand tènement et terre de qualité moyenne,
- Tènement moyen et terre de bonne qualité.

Les secteurs présentant une importance agricole moyenne sont les espaces qui cumulent comme critères :

- Grand tènement et terre de qualité faible,
- Tènement moyen et terre de qualité moyenne,
- Tènement petit et terre de bonne qualité.

Tous les autres secteurs agricoles présentent une importance agricole faible.

Croisement des critères pour élaborer la carte de synthèse

Taille tènement / Qualité	Bonne qualité	Qualité moyenne	Faible qualité
Tènement de grande taille	Importance forte	Importance forte	Importance moyenne
Tènement de taille moyenne	Importance forte	Importance moyenne	Faible importance
Tènement de petite taille	Importance moyenne	Faible importance	Faible importance

Cette identification doit tout de même être utilisée avec précaution. Un espace identifié comme ayant une importance faible pour l'activité agricole de manière générale peut néanmoins être important à l'échelle d'une exploitation.

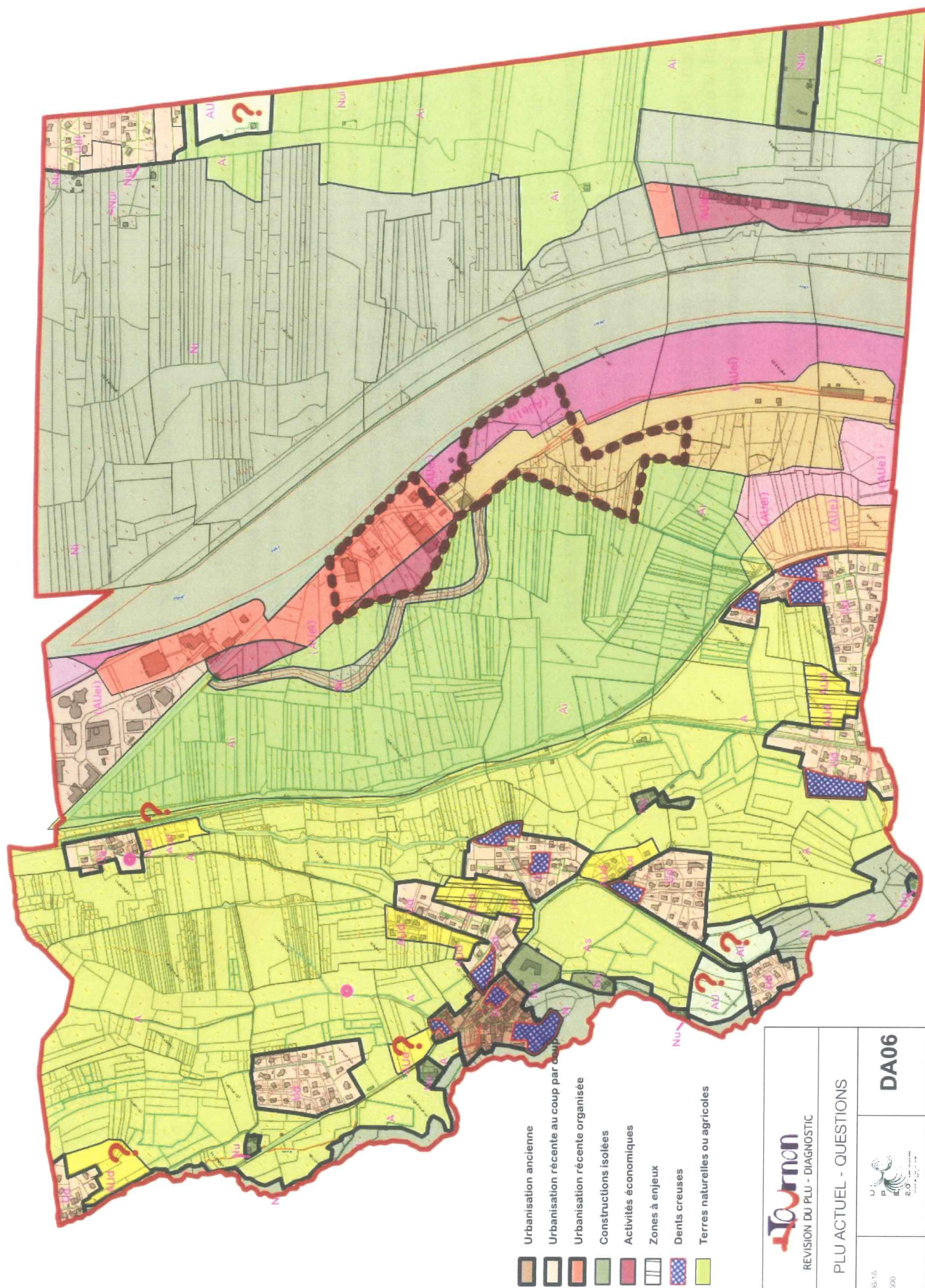
	Surface	%
Espace agricole d'importance forte	167 ha	73,7 %
Espace agricole d'importance moyenne	15,7 ha	7 %
Espace agricole de faible importance	43,8 ha	19,3 %
TOTAL	226,5 ha	100%

Les enjeux agricoles sont particulièrement importants sur la plaine de part et d'autre de l'Isère, avec d'une part des surfaces de bonne qualité et de taille importante et d'autre part une continuité agricole avec les communes voisines également recensée dans la carte des valeurs agricoles du territoire à l'échelle du SCOT.

Les terres des plateaux sont également de grande importance du fait de la taille des ensemble exploitables, de la qualité des terres et de la proximité avec les exploitations installées dans le chef-lieu ou à proximité directe que ce soit pour l'élevage ou l'arboriculture fruitière.

Ces parcelles sont également considérées comme à préserver par le SCOT d'Arlysère.

Seules les petits tènements peu accessibles ou dans des pentes fortes sont classés de faible importance.



 REVISION DU PLU - DIAGNOSTIC		DA06
PLU ACTUEL - QUESTIONS		
Date: 12/03/15 E.H: 17 500		

2.14 ANALYSE DU PLU EN VIGUEUR

Le PLU actuel, approuvé en 2007 prévoyait de nombreuses extensions résidentielles. Certaines n'ont pas été mobilisées du fait de difficultés d'acquisitions foncières.

D'autres ont été formalisées comme des réserves foncières pour le développement à long terme du village.

Presque toutes ces extensions non mobilisées (repérées par un "?" sur la carte ci-contre) prévoyaient de se développer sur des terres agricoles de qualité et classifiées par le présent diagnostic comme de grande importance.

Il faudra travailler finement les besoins d'extension du village (limités à 1,12 ha par le SCOT) de façon très fine en prenant en compte l'ensemble des potentialités de densification qui se présenteront (dents creuses, mobilisation du bâti existant à convertir, démolitions reconstructions, ...) afin de pouvoir asseoir le développement futur de Tournon sur un projet réduisant au minimum la mobilisation des terres agricoles de grande et de moyenne importance.

L'accessibilité des exploitations et leur fonctionnement propre devra être pris en considération de façon détaillée.

2.15 SYNTHESE DES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES AGRICOLES COMMUNALES :

La commune présente les caractéristiques d'une agriculture de plaine : entre la vallée de l'Isère, et les plateaux bas des contreforts du massif des Bauges.

A Tournon, l'activité agricole est dynamique. Elle compte un nombre important d'exploitants au regard de la taille du territoire communal. Le nombre d'agriculteurs est important bien que peu de salariés soient employés.

Les formes de commercialisation relevées dans le cadre de l'enquête agricole sont variées et font une place importante à aux circuits courts de distribution.

Ces surfaces présentent des enjeux importants qu'il conviendra de prendre en compte dans le cadre du futur PLU.

DOCUMENT DE TRAVAIL

3 LES ENJEUX AGRICOLES

La pérennité des exploitations agricoles travaillant sur le territoire communal que leur siège soit sur la commune ou sur les communes limitrophes, repose sur la préservation de l'intégrité des tenements existants et de l'accessibilité aux terres comme aux exploitations.

3.1 L'IMPORTANCE DES TERRES DE LABOURS

Dans la vallée, se trouve une concurrence importante sur le foncier, pour répondre aux attentes des différents acteurs économiques et des entreprises. Pour les agriculteurs, elles représentent des surfaces de labour essentielles pour le maintien de leur équilibre économique.

Le futur PLU devra se pencher sur les besoins réels de terrains pour le développement économique pour bien en mesurer les impacts sur le fonctionnement agricole du secteur.

3.2 L'IMPORTANCE DES TERRES DE FAUCHE

A Tournon, les terres de fauche se situent essentiellement sur des replats autour du chef-lieu et au-dessus. Elles sont primordiales pour le maintien des exploitations agricoles d'élevage.

L'autonomie fourragère est à préserver, notamment pour les laitiers, soumis au cahier des charges de l'IGP Gruyère (Indication Géographique Protégée) qui interdit tout ensilage et oblige à la production de lait cru avec des vaches en pâture ou nourries avec du fourrage sec en hiver.

La commune ne possédant pas d'alpages ni de "montagnettes" sur son territoire, la préservation des surfaces de pâture et fourragères est d'autant plus importante pour la préservation de l'équilibre des exploitations concernées.

3.3 LES PRESCRIPTIONS DES DOCUMENTS D'URBANISME A ECHELLE SUPERIEURE

Pour qualifier et hiérarchiser les espaces agricoles, l'étude s'est également basée sur les orientations indiquées dans la DTA des Alpes du Nord :

« Les zones agricoles stratégiques seront déterminées notamment en fonction des critères suivants :

- le potentiel productif : sont particulièrement concernés les zones d'IGP,

- celles faisant l'objet de contractualisation (conversion en agriculture biologique, mesures agro-environnementales territorialisées) voir cartes en annexe),
- les zones à fort potentiel agronomique et constituant des entités agricoles homogènes, les terrains mécanisables,
- la fonctionnalité des espaces agricoles : il est nécessaire de sauvegarder les espaces agricoles homogènes, de maintenir les accès aux espaces, de prendre en compte l'interdépendance entre les terres arables de plaine, les alpages et le siège d'exploitation,
- les parcelles soumises à une forte pression foncière dans les zones périurbaines.

La cartographie et les orientations en matière d'aménagement sont basées sur les prescriptions du SCoT Arlysère. Celui-ci considère, dans son DOG, que « les espaces naturels, agricoles et les paysages remplissent trois fonctions essentielles qui contribuent simultanément à l'objectif de développement durable d'Arlysère :

- Une fonction "économique et sociale" : production d'emplois agricoles et touristiques,
- Une fonction "qualité de vie quotidienne" : aménités de la vie, patrimoine culturel,
- Une fonction "écologique" relative à la biodiversité, à la préservation et au renforcement des corridors écologiques. Les espaces naturels, agricoles et les paysages ne sont donc pas considérés comme des réserves foncières pour l'urbanisation future mais comme de véritables armatures qui structurent le territoire et assurent la pérennité de son attractivité. En découle le principe général suivant : les espaces naturels et agricoles ne sont pas ouverts à l'urbanisation.

Le SCoT offre une lecture cohérente de l'ensemble de la vallée de l'Isère. Les grands tenements agricoles sont représentés et l'intérêt que leur porte le SCoT devra être retranscrit dans le projet de PLU en zone A.

Les critères issus des orientations de la DTA et des prescriptions du SCoT ont été pris en considération et structurent l'ensemble du présent diagnostic agricole : parcelles de proximité, qualité des terres, taille des tenements.

DOCUMENT DE TRAVAIL

4 LES ORIENTATIONS EN MATIERE D'AMENAGEMENT

4.1 L'ESPACE AGRICOLE, UNE RESSOURCE NON RENOUVELABLE

4.1.1 *Une ressource qui se raréfie*

Face à la tendance passée de consommer toujours plus loin l'espace afin de répondre quantitativement aux besoins de croissance urbaine ou économique, sans se préoccuper de son potentiel et de sa valeur, il est à présent nécessaire de considérer l'espace agricole comme un territoire précieux, support d'activités économiques vitales pour l'attractivité de la région et du territoire communal (attractivité économique, résidentielle, touristique) et porteur de richesse et d'avenir.

Un projet de territoire n'est plus uniquement un projet de développement urbain. Il doit se préoccuper de la valorisation et de la préservation des espaces agricoles et naturels, tant pour les générations futures que pour préserver et accroître immédiatement la qualité du cadre de vie de ses habitants et son attractivité.

Les nouvelles visions prospectives du territoire doivent reposer sur cette approche transversale valorisant économiquement les démarches de préservation et de promotion des terres naturelles et agricoles en réponse à la prise en compte d'un développement durable du territoire.

4.1.2 *La multifonctionnalité de l'agriculture*

Les exploitations agricoles contribuent simultanément :

- à la production agricole,
- à la création de valeur ajoutée pour le territoire concerné en termes d'attractivité résidentielle, économique et touristique,;
- à la protection et à la gestion des ressources naturelles, des paysages et de la diversité biologique
- à l'équilibre des territoires et à l'emploi.

L'activité agricole répond principalement à trois fonctions :

- Économique :
 - o Emplois créés,
 - o Productions de biens alimentaires et non alimentaires,
 - o Productions de matières premières ou de produits transformés
 - o Circuits de commercialisation.
- Environnementale :

- o Ouverture et entretien des paysages,
- o Maintien et développement de corridors écologiques.
- Sociale
 - o Ancrage des produits au territoire,
 - o Agriculture garante de l'identité du territoire...

Ce concept de multifonctionnalité définit donc la place de l'agriculture dans la société et sous-entend une nouvelle définition du métier d'agriculteur, par ailleurs de plus en plus spécialisé et complexe.

Le futur PLU de la commune doit rechercher un nouvel équilibre économique de la sollicitation foncière de son territoire afin que toutes les activités humaines puissent s'exercer en adéquation et non en concurrence.

Il est donc nécessaire de préserver l'avenir de l'économie agricole, permettre son bon fonctionnement et ne pas compromettre ses potentialités ainsi que ses perspectives d'évolution, en précisant dans le PADD les mesures prises et leurs finalités.

A Tournon, les paysages sur les coteaux se referment. Cela est encore peu significatif mais un travail (déjà débuté par la mise en place d'une Association Foncière Pastorale) reste à mener pour optimiser l'usage de l'ensemble des tènements.

4.1.2.1 *Préconisations*

La proximité des limites urbaines avec les zones d'exploitation agricoles et les terres exploitées est parfois source de conflits d'usages du fait :

- du bruit des engins à proximité de zones résidentielles,
- des nuisances liées aux traitements des cultures lors de périodes venteuses.

Il pourrait être judicieux d'aménager des zones tampon entre limites urbanisées et terres cultivées pour réduire ces nuisances et améliorer le voisinage des usages résidentiels et agricoles (bandes de prairies de fauche, plantation de haies champêtres, ...).

4.2 LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE DANS LE PLU PERMETTANT DE PRÉSERVER L'ACTIVITÉ AGRICOLE

4.2.1 La préservation des espaces agricoles

Comme indiqué précédemment, des secteurs ont une importance particulière pour l'activité agricole du fait de la proximité des parcelles par rapport aux sites d'exploitation, de la qualité des terres, de la taille des tenements ou de la possibilité d'implantation de bâtiments agricoles, ...

Les espaces agricoles d'importance ainsi que l'ensemble des secteurs naturels valorisés par la présence de l'agriculture sont représentés sur les différentes cartes du diagnostic. Ces secteurs agricoles devraient donc être classés en zone A ou en N dans le PLU, selon leur vocation principale arrêtée, conformément à l'article R123-7 du code de l'urbanisme.

Les constructions agricoles principalement liées à l'élevage, se devront d'être autorisées en zone A en concertation avec les exploitants concernés, afin de leur permettre de construire leurs bâtiments au sein des tenements agricoles qu'ils exploitent, sauf contraintes paysagères ou environnementales particulières.

Pour les autres activités agricoles, la proximité est également importante en termes de circulation, de maîtrise des coûts, de rentabilité d'exploitation, de possibilité d'évolution des bâtiments...

A contrario, toute construction, installation, occupation nouvelle autre qu'agricole ou nécessaire à des infrastructures publiques ou concourant à des missions de services public, devrait être interdite dans la zone A.

Par ailleurs, des limites claires devront être fixées pour l'urbanisation afin de préserver les secteurs agricoles d'importance et d'améliorer la lisibilité entre espaces urbanisés et espaces agricoles ou naturels.

Ces limites seront de deux natures :

- Les limites d'urbanisation existantes. Elles sont notamment constituées par des boisements, des haies, des voiries... Elles sont clairement lisibles et intégrées par la population,
- Les nouvelles limites d'urbanisation à créer afin de protéger les secteurs agricoles stratégiques et de construire l'interface entre espace bâti et espace naturel ou agricole. Elles pourraient être matérialisées dans le respect des typologies paysagères existantes et du faciès général du territoire concerné.

Enfin, la zone N devrait être réservée à la forêt et aux secteurs qui ne sont pas valorisés par l'agriculture.

Les habitations existantes qui ne sont pas ou plus liées à une activité agricole, seront dans le cas où elles se situent en zone agricole, conditionnées par le règlement de la zone A du PLU dans le respect de la Loi ALUR qui interdit le pastillage dorénavant. La réglementation en autorisera la transformation et une extension très mesurée.

De même, des ensembles de constructions présents hors des limites du chef-lieu ou des hameaux seront classés en zone A mais ne devront pas porter atteinte à l'activité agricole et aux exploitations proches.

4.3 LA PROTECTION DES BATIMENTS D'EXPLOITATION

La question du devenir des bâtiments, notamment les plus enclavés, se pose. Ils doivent pouvoir être transmis à d'autres exploitants et donc conserver une utilisation agricole dans l'avenir.

Il conviendra d'analyser la situation des bâtiments d'exploitation par rapport à l'urbanisation afin de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour en préserver l'usage et les fonctions. Trois cas ont pu être distingués.

4.3.1 Bâtiments agricoles au sein d'un espace agricole mais à proximité de tiers

Ces bâtiments agricoles sont isolés au sein des espaces agricoles et disposent de larges cônes d'ouverture sur l'espace agricole (>120°).

Néanmoins, il existe des habitations isolées dans l'environnement de ces exploitations (distance inférieure à 100 m). Cette présence de tiers à proximité des bâtiments engendre des contraintes notamment quant à l'extension des bâtiments existants.

Le développement des ces exploitations est possible soit après obtention d'une dérogation pour l'extension des bâtiments existants ou constructions nouvelles à des distances inférieures à la réglementation, soit par le biais de construction nouvelle à des distances supérieures aux distances réglementaires, dans l'espace agricole attenant.

Nous avons une exploitation dans ce cas au lieu-dit Bornery.

Préconisations :

Il s'agira de préserver ces potentialités de développement à l'occasion de la révision du PLU. Ainsi, les bâtiments d'exploitation et les espaces agricoles devraient être classés en zone A. Il conviendra également de ne prévoir aucune extension de l'urbanisation en direction des bâtiments agricoles.

Les tiers à proximité devront être gérés de manière à ne pas aggraver les contraintes liées à leur présence. A cet effet, aucune nouvelle construction non agricole ne devrait être autorisée. De même, les changements de destination devraient être interdits en-deçà des distances réglementaires régissant la situation sanitaire de l'exploitation. L'extension des constructions existantes non agricoles devrait être fortement limitée.

Enfin, les dispositions de l'article L111-3 du code rural seront appliquées (principe de réciprocité).

Ci-dessous le site au lieu-dit Bornery concerné par ce cas de figure



4.3.2 Bâtiments agricoles à proximité de secteurs urbanisés/hameau

Les bâtiments agricoles nécessitant des reculs réglementaires sont situés au sein d'espace agricole. Toutefois, ils sont implantés à proximité de zones urbanisées ou de hameaux. Des tiers sont donc présents en-deçà des distances réglementaires régissant la situation sanitaire de ces exploitations. De plus, du fait de la proximité de l'urbanisation, les cônes d'ouverture sur les espaces agricoles peuvent être insuffisants (<120°).

Dans ce cas, le fonctionnement actuel de l'exploitation peut être d'ores et déjà contraint ou perturbé : parcelles de proximité plus éloignées des bâtiments agricoles, problèmes d'accès et de circulation, conflits d'usage en raison de la proximité de tiers...

Enfin, de façon générale, le développement des exploitations sur leur site actuel d'implantation exigera l'obtention d'une dérogation. La situation actuelle de ces exploitations est donc contrainte par la présence de nombreux tiers à proximité et par des zones urbanisées / hameaux proches.

4.3.2.1 Préconisations :

Il s'agira de maintenir la situation à l'occasion de la révision du PLU et d'anticiper d'éventuelles sorties d'exploitation par une consultation approfondie de la profession agricole et des exploitants dans la phase d'élaboration du PADD et du futur zonage du PLU.

Ainsi, les bâtiments d'exploitation et les espaces agricoles devraient être maintenus ou classés en zone A.

Toute nouvelle urbanisation éventuelle ne devra pas engendrer de contraintes supplémentaires et ne devra pas contrarier la pérennité des exploitations agricoles concernées, même en cas d'exploitation à l'avenir incertain.

Les zones urbanisées, orientées vers des bâtiments agricoles, devront être strictement limitées au bâti existant. Aucune construction nouvelle ne devrait être admises hors des dents creuses (parcelle non bâtie entourée sur trois côtés au moins par du bâti) dans les zones urbanisées/hameaux.

De même pour les changements de destinations de bâtiments existants, ceux-ci ne devront pas apporter de gênes supplémentaires pour les exploitations. De plus, les dispositions de l'article L111-3 du code rural seront appliquées. Enfin, les accès et le cône d'ouverture aux espaces agricoles, notamment aux parcelles de proximité, devront être préservés.

4.3.3 Bâtiments agricoles au sein d'une zone urbanisée/hameau

Les bâtiments agricoles sont « enclavés » au sein d'une zone urbanisée / hameau ou au sein d'espaces boisés.

Le cas se présente dans le chef-lieu pour des exploitations sans réglementation de distance minimale. Cette situation entraîne néanmoins des contraintes de fonctionnement et d'usage entre la vocation résidentielle affichée de ces secteurs et les activités agricoles, au même titre que d'autres activités économiques installées en milieu résidentiel.

Celles-ci ne disposent pas, ou de très peu, d'ouverture vers les espaces agricoles. Les exploitations sont donc dans des situations très contraintes. Elles ont d'ores et déjà des difficultés de fonctionnement : pas de parcelle de proximité attenante aux bâtiments agricoles, problèmes d'accès aux parcelles de proximité, éventuels conflits de voisinage ou d'usage liés à l'utilisation des voies de circulation publiques...

4.3.3.1 Préconisations :

Le règlement de la zone urbanisée / hameau devra permettre l'évolution des bâtiments agricoles, dans le respect de la réglementation sanitaire régissant ces exploitations agricoles.

L'urbanisation projetée ne doit pas engendrer de contraintes supplémentaires et ne doit pas contrarier plus l'activité des exploitations agricoles concernées.

Des constructions nouvelles pourront être admises, en dents creuses (parcelle non bâtie entourée sur trois côtés au moins par du bâti) dans les zones urbanisées/hameaux à la condition de ne pas engendrer de contrainte supplémentaire pour les exploitations. De même pour les changements de destinations, ceux-ci ne devront pas apporter de gênes supplémentaires pour les exploitations. Les travaux d'aménagement de voirie et le dimensionnement des voies devront prendre en compte la circulation des engins liés à l'activité agricole présente.

De plus, les dispositions de l'article L111-3 du code rural seront appliquées.

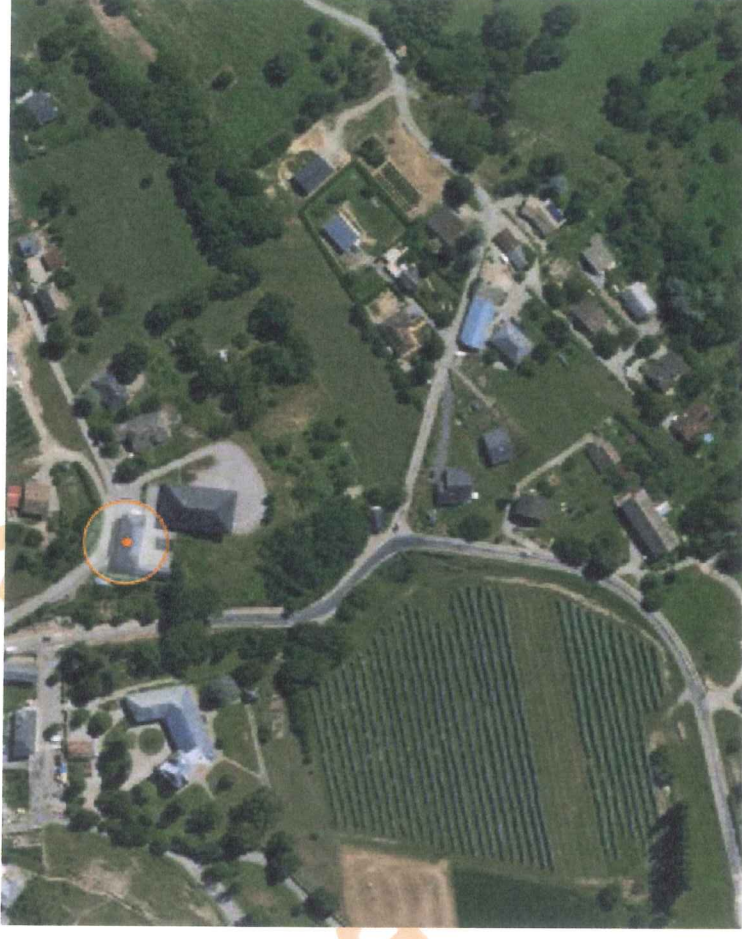
Enfin, les accès vers les espaces agricoles, notamment aux parcelles de proximité, devront être préservés.

Dans ce cas, les limites d'urbanisation sont indispensables à maintenir pour laisser à ces exploitations l'opportunité d'accéder aux parcelles environnantes. Il est nécessaire de prendre en compte tout type de bâtiment agricole et pas seulement ceux d'élevage pour les distances de proximité.

En effet, les exploitations génèrent des circulations, du bruit, etc. Il est important de maintenir une certaine distance entre les bâtiments d'exploitation et l'urbanisation.

N.B. : il est conseillé d'identifier les bâtiments agricoles dans les plans de zonage du PLU.

Deux exploitations, en contrebas de la mairie sont dans ce cas



4.4 LE MAINTIEN DES CIRCULATIONS AGRICOLES (ENGINS/TROUPEAUX) ET DES ACCES AGRICOLES

Assurer le fonctionnement des exploitations agricoles implique la protection des sièges, la préservation des espaces agricoles mais également le maintien des circulations, qu'elles concernent les troupeaux ou les engins.

Les réflexions dans le cadre du PLU doivent donc prendre en considération :

- **La desserte des zones agricoles.** Certains projets d'urbanisation peuvent être localisés en front d'espaces agricoles. Il conviendra alors, dans le cadre de l'étude dudit projet, de réserver des accès, à des gabarits suffisants, permettant leur exploitation dans des conditions normales de fonctionnement. L'urbanisation linéaire doit être abandonnée, afin de ne plus créer de fronts bâtis grevant fortement l'accessibilité de certaines parcelles agricoles,
- La praticabilité des voies. La commune devra être vigilante lors de tout projet d'aménagement de voirie (chicane, ralentisseurs, trottoirs infranchissables...) afin de prendre des précautions pour ne pas entraver la circulation agricole. Certains aménagements peuvent en effet contraindre voire empêcher toute circulation agricole, obligeant les exploitants à emprunter des axes routiers plus fréquentés ou faire des détours qui contrarient la rentabilité de leur exploitation.

Tout aménagement de voirie devra donc faire l'objet d'une concertation préalable avec la profession agricole, bien qu'il n'y ait pas été fait état de problèmes particuliers à Tournon concernant la circulation des engins agricoles.

La commune pourra également prendre des dispositions telles :

- La création d'accès agricoles ou leur préservation, dans les OAP des zones urbanisables,
- La création d'emplacements réservés au travers des zones d'urbanisation existante pour rétablir ou développer l'accessibilité aux espaces agricoles situés en arrière de fronts bâtis,
- L'obligation de recul des clôtures vis-à-vis des emprises de voie pour faciliter la circulation et la giration des engins.

4.5 LES MODES D'URBANISATION QUI ECONOMISENT LES ESPACES AGRICOLES

La loi de modernisation de l'agriculture (n°2010-788 du 27/07/2010) a fixé comme objectif de réduire de moitié le rythme de consommation des terres agricoles d'ici 2020. Cette réduction concerne l'urbanisation et également tout projet d'aménagement induisant le changement de destination des terres agricoles. La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 (ENE) ainsi que la Loi ALUR, réaffirme la nécessité de protéger les espaces agricoles.

Consommer moins d'espace...

Avant même de s'orienter sur la consommation de nouveaux espaces, il sera indispensable de privilégier le renouvellement urbain en favorisant l'urbanisation des espaces libres insérés dans le tissu urbain (dents creuses), en requalifiant les espaces mal utilisés ou sous-utilisés, en restructurant les espaces en mutation et les friches urbaines, en densifiant les bourgs et hameaux principaux, en réaffectant en logements d'anciennes constructions à la condition que cela soit compatible avec l'exercice de l'activité agricole. Le PLU devra clairement afficher que toutes les mesures nécessaires ont été prises dans ce sens avant de projeter la mobilisation de nouveaux tenements à vocation initialement agricole ou naturelle.

... consommer mieux l'espace

Les besoins des habitants sont divers : petits logements locatifs, appartements, maisons de villes, maisons individuelles...

Le PLU devra promouvoir des formes urbaines diversifiées et moins consommatrices d'espace, réalisées dans le cadre de projets d'ensemble. L'habitat résidentiel diffus devra être proscrit.

Cette recherche de qualité vaut également pour un développement mieux maîtrisé des zones d'activités et une optimisation de l'utilisation du sol (parking souterrain mutualisé, niveaux supplémentaires, espaces libres projetés avec parcmomie, limitation des rétentions foncières à long terme pour d'hypothétiques extensions...).

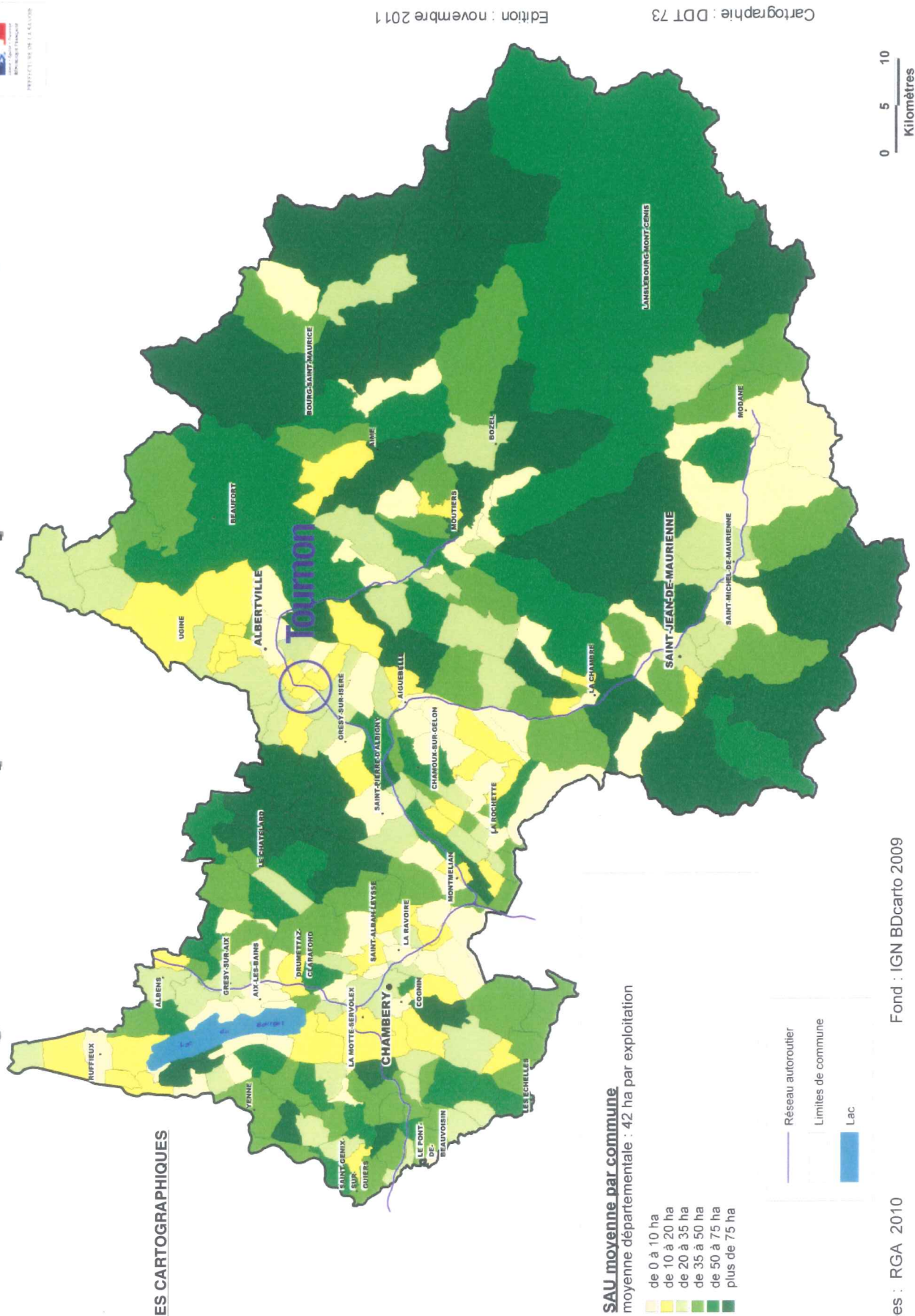
L'implantation des activités compatibles avec l'habitat devrait être privilégiée au sein des zones d'habitat (ex. activité de service, commerce de proximité...).

DOCUMENT DE TRAVAIL

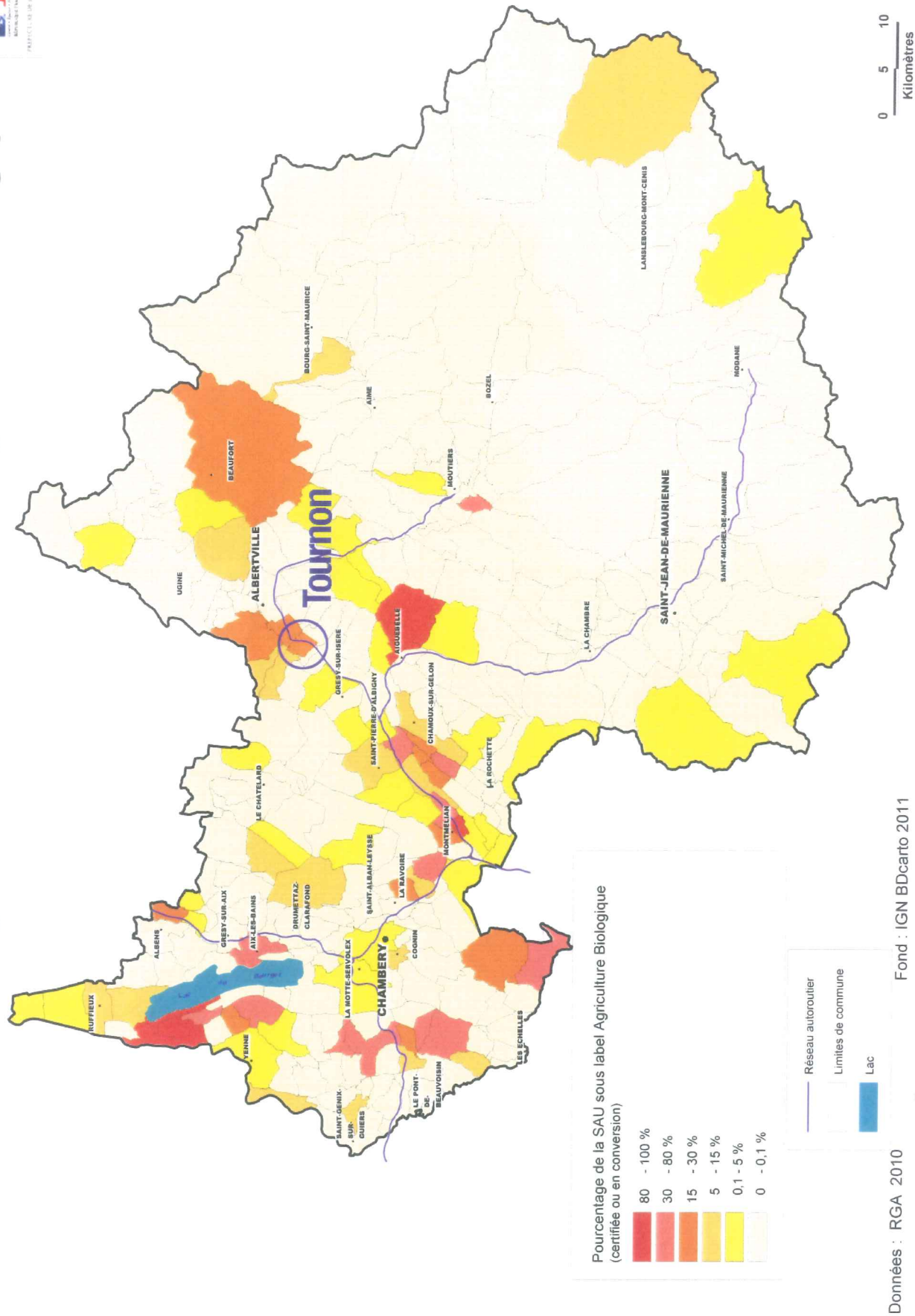
5 ANNEXES

SAU moyenne des exploitations par commune

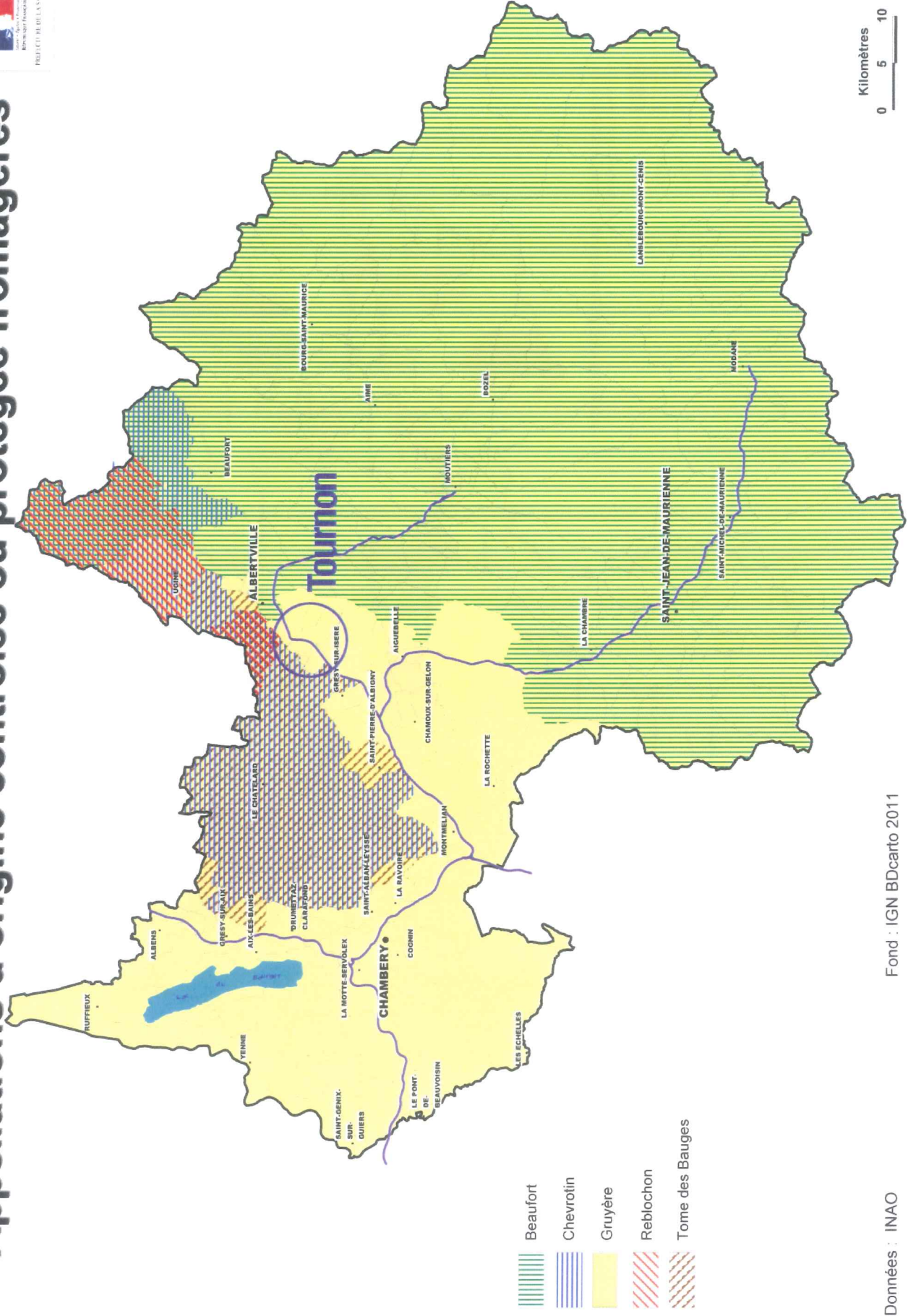
5.1 ANNEXES CARTOGRAPHIQUES



Part de la Surface Agricole Utilisée sous label Agriculture Biologique



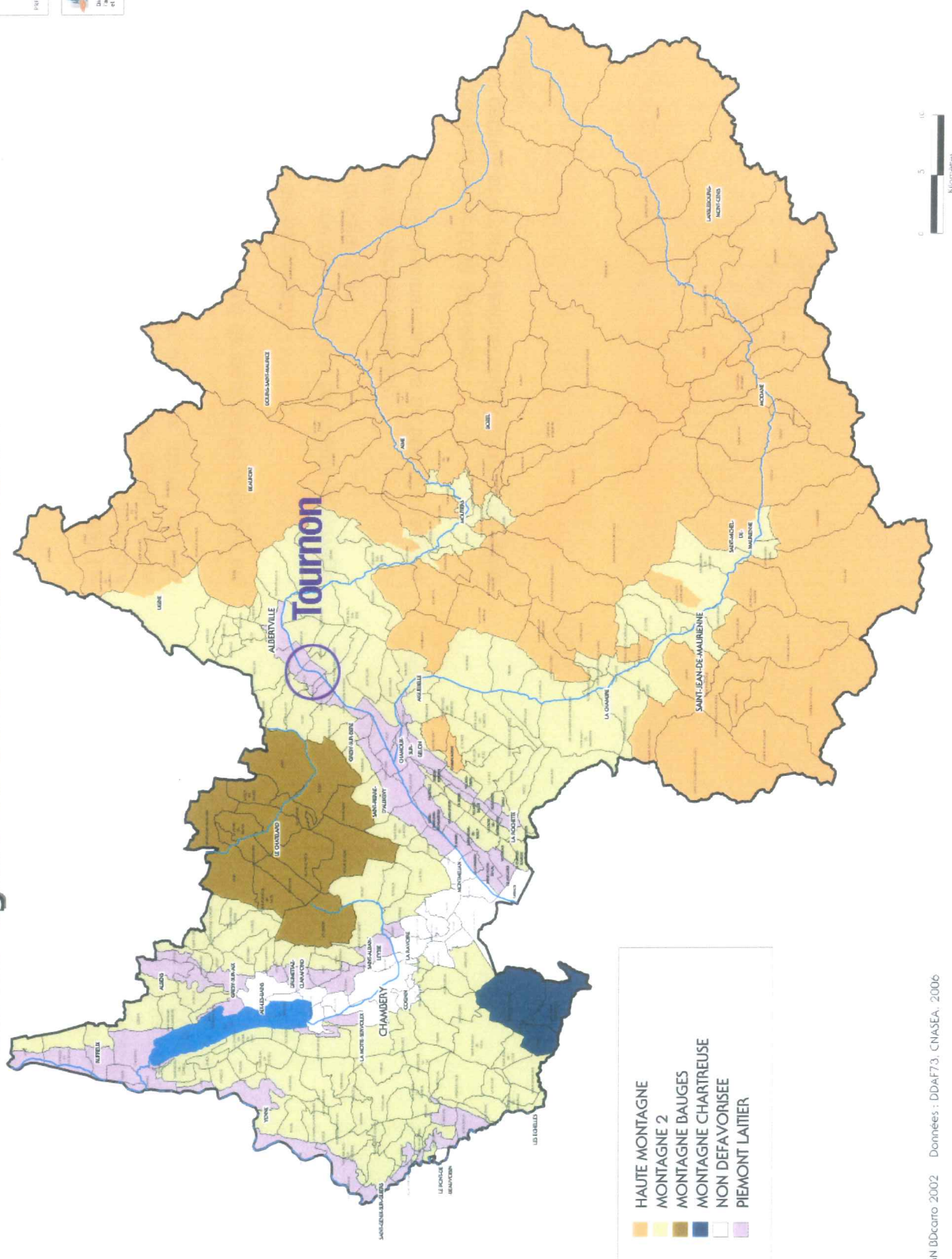
Appellations d'origine contrôlée ou protégée fromagères



Données : INAO

Fond : IGN BDcarto 2011

Cartographie : DDT 73
Edition : août 2012



5.2 ANNEXE REGLEMENTAIRE

Les distances d'éloignements réglementaires

5.2.1 **AU RSD :**

La distance de recul imposée par le règlement sanitaire départemental. La réciprocité concerne un immeuble habituellement occupé par des tiers qui devrait s'implanter à proximité d'un bâtiment agricole) est de 25 mètres pour les bâtiments d'élevage renfermant les animaux dans les cas suivants :

- Elevages avicoles et cunicoles (lapins) de plus de 50 animaux de plus de 30 jours,
- Elevage porcin de moins de 10 animaux.

La distance de recul est de 50 mètres pour les bâtiments d'élevage renfermant les animaux dans les cas suivants :

- Elevage bovin de moins de 50 vaches laitières,
- Elevages avicoles et cunicoles (lapins) de plus de 500 animaux de plus de 30 jours,
- Elevage porcin compris entre 10 et 49 bêtes,
- Elevages ovins, caprins et équins quelque soit le nombre de têtes dans le troupeau.

5.2.2 **EN INSTALLATION CLASSEE :**

La distance de recul est de 100 mètres pour les bâtiments d'élevage renfermant les animaux, et leurs annexes, dans les cas suivants :

- Elevage bovin de plus de 50 vaches laitières,
- Elevage bovin de plus de 100 vaches allaitantes,
- Elevage porcin de plus de 50 unités.

Pour la Savoie, la **surface minimum d'installation** en polyculture élevage est fixé à **18 ha**.
L'**Unité de Référence** en polyculture élevage est fixée à **36 ha**. Pour les autres productions, des coefficients d'équivalence permettent de déterminer, pour un ha de chaque culture spécialisée, la surface équivalente en polyculture-élevage, c'est à dire la **surface pondérée** :

Cultures spécialisées		Coefficient	S.M.I. (en ha)	U.R. (en ha)
Cultures légumières de plein champ		4	4,5	9
Cultures maraîchères	de plein air	10	1,80	3,60
	sous abris non chauffés	30	0,60	1,20
	sous serres chauffées	72	0,25	0,50
Cultures florales	de plein air	20	0,90	1,80
	sous abris non chauffés	60	0,30	0,60
	sous serres chauffées	120	0,15	0,30
Viticulture	Vignes à vins de table	3	6	12
	Vignes à vins de pays	4	4,50	9
	Vignes à vins A.O.C.	6	3	6
Arboriculture	Plein vent	4	4,50	9
	Intensive	6	3	6
	Petits fruits	6	3	6
Pépinières	Viticoles (greffés, soudés)	15	1,20	2,40
	Générales	6	3	6
	de plantes ornementales en pots	22,50	0,80	1,60
Tabac		6	3	6
Alpages		0,25	72	144
Champignons		30	0,60	1,20
Plantes médicinales et aromatiques		7,2	2,50	5
Osiériculture		18	1	2

5.3 LEXIQUE: TABLEAU DES SIGLES

AFA	Association Foncière Autorisée	ETP	Equivalent Temps Plein
AFP	Association Foncière Pastorale	GAEC	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
AMAP	Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne	ha	hectare(s)
AOP	Appellation d'Origine Protégée	ICHN	Indemnité de Compensation des Handicaps Naturels
ARS	Agence Régionale de Santé	ICPE	Installation Classée Pour l'Environnement
CE	Communauté Européenne	INAO	Institut National des Appellations d'Origine
CIRAD	Centre français pour la Recherche Agronomique pour le Développement	INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
CoRAL	Communauté de communes de la Région d'Albertville	OAP	Orientations d'Aménagement et de Programmation
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales	PAC	Politique Agricole Commune
DDPP	Direction Départementale de la Protection de la Population	PHAE	Prime Herbagère Agro-Environnementale
DDSV	Direction Départementale des Services Vétérinaires	PLU	Plan Local d'Urbanisme
DOG	Document d'Orientations Générales	RGA	Recensement Général Agricole
DPU	Droit à Paiement Unique	RSD	Règlement Sanitaire Départemental
DTA	Directive Territoriale d'Aménagement	SAU	Surface Agricole Utile
EARL	Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée	SCEA	Société Civile d'Exploitation Agricole
EDF	Electricité de France	SCoT	Schéma de Cohérence Territorial
ENE	Engagement National pour l'Environnement	SMI	Surface Minimum à l'Installation
		UGB	Unité de Gros Bétail
		VTT	Vélo Tout Terrain
		ZAP	Zone Agricole Protégée